



LE DEVOIR

GES: l'Europe en voie de dépasser son objectif

Le Canada et les États-Unis s'éloignent chaque jour de leurs cibles fixées à Kyoto

LOUIS-GILLES FRANÇEUR

Pendant que le Canada et les États-Unis s'éloignent davantage chaque jour des objectifs de réduction qu'ils s'étaient donnés à Kyoto en 1997, l'Europe des 25 non seulement réduira d'ici 2012 ses émissions à 8 % sous le niveau des émissions historiques de 1990 mais elle pourrait bien dépasser cet objectif et se retrouver à -11 %.

Un groupe de contact se penche sur le problème de la déforestation

C'est ce qui ressort du bilan chiffré divulgué hier par la Commission européenne à la Conférence internationale de Montréal sur le climat, un bilan détaillé pour chacun des 25 membres de la communauté européenne.

L'Europe des 15 avait accepté à Kyoto de réduire ses émissions de 8 % sous le niveau de 1990. Ses émissions seront à -1,6 % en 2010 et à -9,3 % en 2012 par rapport à ce niveau car plusieurs pays planifient, en plus de leurs politiques de réductions, l'obtention de crédits au moyen du «mécanisme de développement propre». Ce programme onusien, lancé mercredi par l'adoption des accords de Marrakech à la plénière de Montréal, permet à la quarantaine de pays industrialisés dotés d'objectifs de réduction d'effacer leurs émissions nationales grâce à des crédits obtenus en finançant des projets de réduction ou de captage de gaz

VOIR PAGE A 10: GES



« Tenir les promesses »



REUTERS

LES ACTEURS de la lutte contre le sida ont tiré la sonnette d'alarme hier à l'occasion de la journée mondiale sur cette pandémie, multipliant actions spectaculaires et symboliques pour inciter particuliers, gouvernements et donateurs à tenir leurs promesses financières face à une «menace mondiale exceptionnelle». Le sida a déjà tué plus de 25 millions de personnes dans le monde, dont plus de trois millions en 2005. Quarante millions de personnes au moins sont infectées: autant dire que le message de la journée mondiale «Stop sida - Tenir les promesses» a résonné sombrement. À lire en page A 4.

Harper entend réduire la TPS

Les chefs des trois autres partis le désapprouvent

CLAIRANDRÉE CAUCHY

Les conservateurs proposent de réduire la TPS imposée par les conservateurs en 1990 tandis que les libéraux veulent aujourd'hui la maintenir alors qu'ils promettaient, la main sur le cœur, de l'abolir en 1993.

C'est le chef conservateur, Stephen Harper, qui a réussi à imposer le thème du jour hier en promettant de réduire la TPS, renvoyant du même coup Paul Martin à la promesse — non tenue — du Parti libéral de l'abolir lorsqu'il prendrait le pouvoir en 1993.

S'il est élu, Stephen Harper entend réduire de 7 % à 5 % la taxe sur les produits et services introduite par les conservateurs sous Brian Mulroney en 1989. Il ramènerait le taux dans un premier temps à 6 % dès le lendemain des élections, ce qui priverait le gouvernement canadien de 4,5 milliards de revenu. Par la suite, le gouvernement abaîsserait le taux d'un autre point durant le mandat.

«C'est un allègement de taxes que vous constaterez

VOIR PAGE A 10: TPS

Autres informations en page A 5



Stephen Harper



Paul Martin

Le lobby pharmaceutique américain pris à son propre piège

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Après la publicité et les bons mots des célébrités, voici que les pharmaceutiques américains ont songé à ajouter à leur arsenal de persuasion massive la force de la littérature. Mais entre-temps, le fabuleux missile anticipé — un roman illustrant les dangers d'acheter des médicaments canadiens sur Internet — s'est retourné contre ses créateurs, qui, aujourd'hui, s'en mordent les doigts.

PhRMA fait tout pour se dissocier d'une histoire abracadabrante devenue très gênante

C'est que le projet commandé par le plus important lobby de fabricants de médicaments américains, PhRMA, a été littéralement détourné par ses deux auteurs.

Des héros au point de départ, les compagnies pharmaceutiques sont devenues les vilains, un détournement qui pourrait s'avérer extrêmement coûteux pour l'industrie.

L'idée initiale consistait à amener les Américains à tourner le dos aux prix alléchants des médicaments

VOIR PAGE A 10: LOBBY



INDEX

Annonces	B 4	Monde	B 9
Avis publics	B 6	Mots croisés	B 4
Cinéma	B 3	Nature	B 8
Décès	B 4	Resto	B 7
Éditorial	A 8	Sudoku	B 7
Idées	A 9	Télévision	B 2
Météo	B 7	Week-end	B 1

Insuffisance cardiaque: 20 % de survivants de plus aux États-Unis

Le Canada sauve la mise dans les soins prolongés

ISABELLE PARÉ

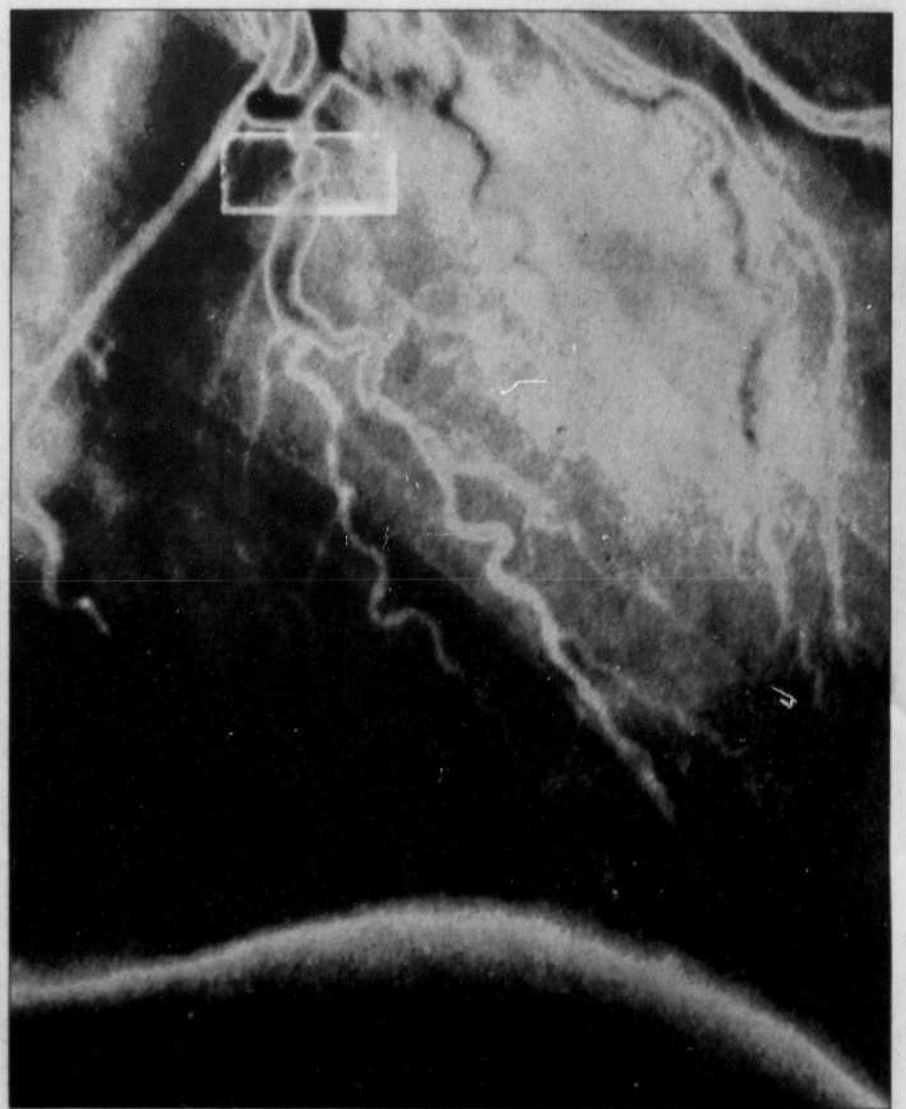
Si vous souffrez d'une insuffisance cardiaque, mieux vaut échouer dans un hôpital américain, où vous aurez 20 % de chances de plus d'en réchapper sur-le-champ. Mais pour protéger vos chances de survie à long terme, il vous faudra revenir très vite au Canada, affirme la plus vaste étude comparative canado-américaine menée sur ce sujet.

Réalisée grâce à la collaboration de médecins des universités Yale et de Toronto, cette étude, publiée cette semaine dans le journal *Archives of Internal Medicine*, a permis de comparer les taux de survie de plus de 28 000 patients américains et de 8100 patients canadiens âgés de plus de 65 ans, hospitalisés pour de l'insuffisance cardiaque.

Souvent consécutive à un infarctus, l'insuffisance cardiaque, qui se traduit par une baisse de la circulation sanguine et de l'oxygénation du sang, constitue la cause la plus fréquente d'hospitalisation aux États-Unis et au Canada. Les pronostics pour cette maladie sont rarement reluisants avec des taux de décès oscillant entre 25 et 40 % après un an.

Or les données tirées des registres de centaines d'hôpitaux canadiens et américains entre 1998 et 2001 démontrent que les personnes de 65 ans et plus hospitalisées pour cette raison au Canada courent un risque 20 % plus élevé de décéder dans le mois qui suit. En fait, les hôpitaux américains accusent un taux de décès de 8,9 % après 30 jours, comparativement à 10,7 % au Canada.

Mais au-delà de ce premier coup d'éclat américain, les chiffres révèlent une autre réalité. Tout ne baigne pas pour autant dans l'huile au pays de l'oncle Sam, précisent les chercheurs. En effet, après 30 jours, les taux de survie des personnes souffrant d'insuffisance cardiaque aux États-Unis



NEWSCOM

VOIR PAGE A 10: SURVIVANTS

Angiographie d'un infarctus du myocarde.

ACTUALITÉS

Québec retarde la publication du nouveau cadre financier des sociétés de transport

Laval et Sherbrooke haussent les tarifs des transports en commun

Montréal pourrait faire de même sous peu

JEANNE CORRIVEAU

Les sociétés de transport québécoises, qui doivent préparer leurs budgets 2006 ces jours-ci, ont appris lundi qu'elles ne pourront pas compter sur le cadre financier pour les transports en commun promis par Québec pour le 1^{er} janvier. Aux prises avec des difficultés financières, les sociétés de transport de Sherbrooke et de Laval ont déjà annoncé qu'elles hausseront leurs tarifs pour absorber leurs manques à gagner. La Société de transport de Montréal (STM) pourrait les imiter sous peu.

Le ministre des Transports, Michel Després, a reporté à la fin du mois de février prochain la présentation d'un nouveau cadre financier qui aurait permis aux sociétés de transport d'accéder à de nouvelles sources de financement dès janvier 2006. C'est ce qu'on a appris les représentants de neuf sociétés de transport québécoises, lundi, lors d'une rencontre avec le ministre Després.

Compte tenu de la hausse de leurs dépenses et de la flambée du prix du carburant, les sociétés de transport de Sherbrooke et de Laval ont décidé de hausser leurs tarifs de 2,3 % et de 3,7 % respectivement à compter de janvier.

La STM comptait elle aussi sur la promesse de cadre financier du ministre des Transports pour l'aider à éponger un manque à gagner d'environ 30 millions. Une hausse de ses tarifs qui ferait passer le prix de la carte autobus-métro (CAM) de 61 à 63 \$ apparaît de plus en plus inévitable. Le président de la STM, Claude Dauphin, a toutefois répété, hier, qu'aucune décision n'était prise à ce sujet et qu'il espérait encore recevoir un coup de pouce financier de Québec. Le 18 novembre dernier, il a d'ailleurs adressé une demande formelle au ministre des Transports afin de recevoir une aide ponctuelle du gouvernement telle que celle obtenue l'an dernier pour résorber un manque à gagner de 20 millions pour l'année 2005.

«On est liés par nos engagements électoraux, a-t-il indiqué. S'il faut augmenter nos tarifs, ce ne sera pas au-delà de l'inflation liée au transport [3,5 %]. Et il n'est pas question d'augmenter les tarifs plus qu'une fois par année.» M. Dauphin affirme qu'il faudra voir quelle sera la contribution de la Ville de Montréal qui dévoilera son budget mercredi prochain. Quant au



ARCHIVES LE DEVOIR

Les sociétés de transport, dont celle de Montréal, ignorent toujours quel financement leur accordera le gouvernement du Québec l'an prochain.

budget de la STM, il devra être adopté par le nouveau conseil d'agglomération d'ici la fin de l'année.

La décision de Québec de reporter la présentation d'un nouveau cadre de financement fait suite à une rencontre sur un nouveau pacte fiscal qui a réuni, le 25 novembre dernier, trois ministres, soit M. Després, sa collègue des Affaires municipales, Nathalie Normandeau, et le ministre des Finances, Michel Audet, ainsi que les représentants des municipalités. Incapables de conclure un nouveau pacte fiscal avant

la fin de l'année, Québec et les représentants de la Fédération québécoise des municipalités (FQM), de l'Union des municipalités du Québec (UMQ) et de la Ville de Montréal ont convenu de reconduire l'entente actuelle d'un an, en l'indexant de 2,3 %, afin de poursuivre les pourparlers. Mais du même coup, ils se sont entendus pour continuer, en parallèle, les négociations afin d'élaborer le nouveau cadre financier pour les transports en commun, reportant ainsi l'échéance au 28 février.

L'attachée de presse du ministre Després, Josée Delisle, a affirmé hier que même si l'échéancier était retardé de quelques mois, Québec tiendrait sa promesse à propos du cadre financier tant attendu par les sociétés de transport. Mme Delisle a d'autre part confirmé que les villes pourront bientôt mettre la main sur les millions provenant de l'entente conclue l'été dernier entre Québec et Ottawa sur le partage des revenus de la taxe fédérale sur l'essence. Rappelons que cette entente rapportera 1,6 milliard aux municipalités québécoises en cinq ans. De cette somme, 504 millions iront aux dépenses d'immobilisations en transports en commun. L'entente finale a été entérinée par Québec et Ottawa lundi dernier.

Les hausses de tarifs dans les transports en commun étaient également à l'ordre du jour de la séance de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) qui a approuvé, hier, la nouvelle grille tarifaire élaborée par l'Agence métropolitaine de transport (AMT). Cette grille fera grimper de 3,5 % le prix des titres de transport métropolitain (TRAM) pour 2006. Par ailleurs, le budget d'exploitation et le programme triennal d'immobilisations (PTI) 2006-2008 de l'AMT ont divisé les élus. Le maire Gérard Tremblay et les élus montréalais ont décidé de ne pas approuver le budget car ils ont estimé qu'une trop large part des investissements était accordée aux projets de train de banlieue au détriment du réseau du métro de Montréal. Le maire de Longueuil, Jacques Olivier, a également rejeté ce budget parce que le projet de système léger sur rails (SLR) entre Montréal et la Rive-Sud n'y apparaissait pas. Le vote défavorable de la CMM n'empêchera pas l'AMT d'adopter son budget tel quel si elle le désire.

Le Devoir

Entente de principe à l'UdeM

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Après la tenue de 12 journées de grève, l'Université de Montréal a signé hier midi une entente de principe avec le Syndicat général des professeurs (SGPUM), qui propose des augmentations salariales de 14,5 % étalées sur trois ans.

Une entente «acceptable», a dit hier le président du syndicat de 1270 professeurs, Louis Dumont, pendant que l'administration «se réjouissait» par communiqué de l'avènement de cette entente. Elle devait passer hier sous l'œil du conseil syndical du SGPUM et subira l'examen ultime lundi soir, lors d'une assemblée réunissant l'ensemble des professeurs.

S'ils acceptent cette proposition, les membres du SGPUM bénéficieront d'augmentations salariales de 5 % cette année, de 4 % l'an prochain et de 4,5 % en 2007-08, toutes versées en deux étapes chaque année. Une hausse de 1 % supplémentaire s'ajoutera au dernier jour de la convention collective, histoire de clore le rattrapage salarial demandé par les professeurs pour rejoindre la moyenne des grandes universités de recherche canadiennes.

Le cœur de cette négociation, entamée en septembre, portait non seulement sur une indexation salariale pour l'année en cours mais aussi — et surtout — sur cet écart avec les autres établissements. Les professeurs ont d'ailleurs épuisé une douzaine de journées de grève et en avaient encore six en banque.

Le protocole de retour au travail auquel les deux parties sont arrivées hier prévoit d'ailleurs que ces journées manquantes, qui devront faire l'objet de cours de rattrapage, ne seront financées qu'à 50 % du plein salaire, a indiqué M. Dumont hier, «une déception».

«Mais c'est une entente acceptable dans les conditions où nous nous trouvons», a-t-il ajouté. «L'exécutif a examiné le contexte, et nous avons regardé ce que nous pouvions gagner de plus.» Les demandes initiales du syndicat témoignaient d'un plus grand appétit: pour la seule année 2005-06, il souhaitait 3,9 % d'augmentation en plus de 7,6 % pour rejoindre les autres universités de recherche. L'idée d'un étalement et celle d'une convention signée pour trois ans ont rapidement contrecarré cette requête.

L'université a par ailleurs indiqué hier que le trimestre prendra fin le 23 décembre et que si l'accord signé hier reçoit l'aval de l'assemblée, des mesures de rattrapage des cours manqués seront élaborées à chacune des facultés. Elles ne seront connues qu'à compter de mardi.

Le Devoir

Les parents veulent revoir les objets de la négociation en éducation

Est-ce le bon endroit pour discuter de la réussite scolaire, demandent-ils?

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

Les parents jettent un pavé dans l'univers de la négociation avec les enseignants, qu'ils croient dans une «impasse»: dans un cri du cœur sous forme de lettre, ils ont demandé hier, tant au ministre de l'Éducation qu'au syndicat de professeurs, de renoncer à toute discussion sur les conditions de réussite des élèves, reportant ce débat à une arène sociale dont les parents feraient partie.

«Il est peut-être temps de briser le modèle de négociation hérité des années 70, où, en éducation, les conditions de réussite des élèves et la qualité des services se retrouvent nécessairement dans les clauses d'une convention collective», a lancé la présidente de la Fédération des comités de parents du Québec (FCPQ), Diane Miron, dans une missive expédiée hier tant au ministre de l'Éducation qu'à la tête dirigeante de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ), Johanne Fortier.

Dans les deux camps, tant patronal que syndical, cette correspondance inattendue a causé l'étonnement. Expédiée en avant-midi au ministre Jean-Marc Fournier et à la présidente de la FSE, elle a été diffusée ensuite sur le fil de presse, semant un émoi certain dans le camp scolaire.

«Je trouve cela étonnant, surprenant et certainement décevant de la part des parents», a immédiatement déclaré Mme Fortier, comparant le souhait des parents de créer un nouveau contrat social à l'effet que procurerait l'intervention d'un simple client «qui voudrait régler un conflit de travail entre le patron d'un IGA et sa caissière».

Lançant un «cri du cœur», comme l'a expliqué hier Diane Miron, 55 des 69 présidents de comités de parents des commissions scolaires du Québec ont mandaté leur présidente il y a une semaine afin qu'elle écrive cette lettre. «Les parents sont très conscients que leur demande est en fait irréaliste, mais c'était notre seule manière de jeter les bases d'une réflexion pour le futur», a-t-elle expliqué hier, déplorant «l'inconcevable» camouflé derrière le fait que «ce sont les enseignants, lors du renouvellement d'une convention, qui vont décider des services dont les enfants ont le plus besoin».

«Ils veulent ajouter des enseignants, mais est-ce que

ce ne serait pas plutôt des psychologues ou des orthopédagogues dont on aurait le plus besoin de nos jours dans les classes?», demande Mme Miron.

La démarche répondait aussi à un grand «souci de neutralité face au conflit qui perturbe les écoles et menace le climat scolaire», écrit Mme Miron. En août, la présidente de Diane Miron aux côtés du ministre Fournier lors d'un point de presse destiné à demander le calme dans les écoles avait causé un certain remous, la FCPQ ayant été accusée de prendre parti pour le ministère et contre les enseignants.

«Nous l'avons payé cher, a affirmé hier Mme Miron. C'était important pour nous de faire un geste neutre, et de demander tant à une partie qu'à l'autre de changer les manières de faire pour le bien des enfants.»

Au cabinet du ministre Fournier, la porte-parole Véronique Mercier expliquait hier que cette lettre permettait de «décoder le cri du cœur des parents», sans plus. «Le ministre ne veut pas jeter de l'huile sur le feu», a-t-elle ajouté, expliquant que répondre clairement à cette demande de renverser le bal de la négociation ne pourrait qu'allumer des flammèches.

Le président de la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ), André Caron, veut bien donner la chance à la négociation mais doit constater que, «si on n'est pas capable de négocier, c'est peut-être que ce n'est pas négociable!»

Les parents «sont à bout», en ont «ras le bol» des moyens de pression, et force est d'admettre, toujours selon le président de la FCSQ, qu'outre la convention collective — «qui orchestre l'organisation scolaire» — «nous avons une Loi de l'instruction publique et un régime pédagogique qui prévoient l'octroi de services aux élèves».

La FSE constatait hier par ailleurs une «difficulté majeure de fonctionnement» à la table de négociation. Alors que le syndicat affirme toujours attendre une réponse du ministère sur sa plus récente proposition concernant les élèves en difficulté, le comité patronal a répliqué hier qu'il attendait des enseignants «qu'ils obtiennent de nouveaux mandats pour discuter aussi du reste», comme les frais d'arbitrage, la mobilité et le boycottage des activités culturelles.

Le Devoir

Le front commun appréhende une loi spéciale

Québec — La présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget, multiplie les gestes de provocation afin de justifier un coup de force contre les employés du secteur public, a déclaré hier le Front commun CSN-FIQ.

«Depuis le début, elle provoque et dit n'importe quoi», a soutenu le président de la FTQ, Henri Massé, lors d'un point de presse à Québec.

Le grand patron de la FTQ reproche à la ministre de lancer des chiffres «farfelus» sur les coûts des demandes syndicales et de remettre en question la crédibilité de l'étude de l'Institut de la statistique (ISQ) confirmant le recul salarial des employés de l'État par rapport à ceux du privé.

«Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage. Quand les statistiques démontraient que les employés du secteur public étaient en avance, on n'a jamais vu le gouvernement critiquer la méthodologie», a fait remarquer M. Massé.

Pendant qu'elle prépare en catimini les décrets

pour imposer le retour au travail des employés du secteur public, Mme Jérôme-Forget lance des chiffres grandiloquents «pour épater la galerie», soutient la FTQ.

«Elle ne dit jamais vrai dans ce dossier-là. Nous, ce qu'on demande, c'est environ 15 \$ par semaine», a martelé M. Massé.

Depuis qu'elle a brandi la menace d'une loi d'exception avant Noël, «il n'y a aucune négociation» digne de ce nom, a-t-il ajouté.

La présidente de la CSN, Claudette Carboneau, dresse le même constat. Selon elle, la grande agnésie de l'État tente «d'endormir le bon peuple» en prétendant vouloir négocier, alors qu'en réalité elle s'accroche à ses positions.

«La négociation n'a pas vraiment débuté et Mme Jérôme-Forget se comporte comme si les négos étaient conclues», a-t-elle déploré.

Si elle souhaite vraiment conclure la négociation sur une bonne note, Mme Jérôme-Forget devra ou-

vrir son jeu, clament les leaders syndicaux. De l'avis de la présidente de la CSN, des lendemains difficiles attendent le gouvernement Charest si jamais la ministre met à exécution sa menace d'imposer par décret les conditions de travail de ses employés.

«Je l'invite à réfléchir [...] On en a connu des coups de force dans le passé et ça laisse des traces énormes dans la prestation des services. Cela entraîne une morosité, il y a un impact sur la productivité. Il y a là une considération sérieuse pour le gouvernement», a prévenu Mme Carboneau.

De son côté, la présidente du Conseil du trésor a répété son message. Elle se dit en mode «négo» et affirme, contrairement à ce qu'avancent les leaders syndicaux, que les pourparlers se poursuivent entre les parties.

Néanmoins, elle répète que le gouvernement «prendra ses responsabilités» si une entente apparaît impossible à ficeler par la voie de la négociation.

Presse canadienne



Christian Rioux

Vive le colonialisme!

Cela s'appelle chercher le bâton pour se faire battre. Après trois semaines d'émeutes dans les banlieues françaises comme on n'en avait pas vu depuis les émeutes de Los Angeles en 1992, on s'attendait à ce que le gouvernement français fasse tout pour calmer le jeu. Ce genre d'événement se serait produit au Québec qu'on aurait aussitôt assisté à de grandes scènes de réconciliations nationales. Les excuses auraient fusé de part et d'autre. Tout pour enterrer les haines et rétablir le consensus.

C'était mal connaître la France. Au contraire, une partie non négligeable de la classe politique française semble vouloir profiter de l'occasion pour jeter un peu plus d'huile sur le feu. Hier, certains élus accusaient la polygamie de causer des problèmes d'intégration dans les quartiers immigrants. Peu après, 200 élus accusaient des groupes rap disparus depuis longtemps d'inciter à la violence et aux émeutes. Voilà que la majorité parlementaire de droite n'a rien trouvé de mieux en ce début d'hiver pourtant déjà assez chaud que de vanter les bienfaits... du colonialisme.

Rien que ça!

◆ ◆ ◆

Vous imaginez le Congrès américain adoptant une loi disant que la colonisation de l'Afrique (et la traite des Noirs) a eu des effets positifs? Vous imaginez les députés de Westminster faisant de même avec une loi vantant les bons côtés du colonialisme britannique en Acadie (et de la déportation des Acadiens)? On pourrait multiplier les exemples à l'infini.

C'est pourtant ce que vient de faire l'Assemblée nationale française. En fait, le débat remonte au 23 février dernier, alors que les élus adoptaient à la sauvette une loi visant à exprimer la «reconnaissance de la nation» à l'égard des rapatriés d'Algérie. Pourquoi pas, après tout, puisque ces pauvres déracinés ont fait les frais du rêve criminel de l'Algérie française. Les choses se gâtent lorsque, à l'article 4, la loi veut imposer aux programmes scolaires de faire la promotion du «rôle positif de la présence française outre-mer».

Vous aurez deviné que les parlementaires ne voulaient pas parler de Jacques Cartier, de Champlain et de Maisonneuve, par ailleurs souverainement ignorés par les manuels d'histoire français. Il s'agissait plutôt de souligner les aspects «positifs» du colonialisme français en Algérie. Appelée à annuler cette loi votée en février, la majorité des députés a jugé bon cette semaine de la maintenir.

Le tollé ne s'est pas fait attendre. La signature d'un traité d'amitié franco-algérien destiné à sceller la réconciliation après 45 ans de haine a été ajournée sine die. La presse algérienne parle d'une loi qui fait «l'apologie du colonialisme» (el-Watan) et vise à «bonifier les «mérites» des pages coloniales et en faire une matière digne des manuels scolaires» (Liberté).

En France, les millions de fils d'Algériens qui attendaient un petit signe de bonne volonté après les émeutes récentes retiennent leur souffle. Une pétition signée par quelques centaines d'historiens et d'enseignants a dénoncé cette tentative d'imposer une interprétation «officielle» d'une période controversée de l'histoire. La promesse du premier ministre Dominique de Villepin (lui-même auteur d'un ouvrage sur Napoléon) de réunir une commission d'historiens est demeurée lettre morte.

Il ne s'agit pas de sombrer dans cette attitude à la mode qui consiste à affirmer que l'Occident a eu tort sur toute la ligne depuis 5000 ans. Il ne s'agit pas non plus de reprendre les grossières exagérations du président algérien Abdelaziz Bouteflika, qui affirmait que l'occupation française avait «embrunté la voie de l'extermination et du génocide». Il ne s'agit pas enfin de refuser de constater que les colonialistes ont emmené dans leurs bagages certaines nouveautés dont les anciens colonisés sont fiers aujourd'hui, comme l'électricité et la langue française. Bien sûr, le colonialisme a laissé derrière lui quelques exemplaires du Contrat social de Rousseau, des vaccins et un ou deux codes civils. Mais il faut tout de même reconnaître sans détour que, politiquement, le colonialisme fut une entreprise de conquête destinée à l'exploitation systématique et sauvage de ces populations.

C'est ce que faisaient remarquer les historiens Aïssa Kadri, Gérard Prévost et François Castaing. «Sans doute est-il possible et nécessaire, écrivent-ils, de considérer que les effets [du colonialisme] n'ont pas été latéraux, voire, pour certains, ambivalents, vanche, en tant que phénomène complexe, la notion n'a pas pour caractéristique l'ambiguïté. S'agit bien d'un phénomène de domination, d'oppression et donc de répression.»

Plusieurs auteurs, et non les moindres, estiment que le colonialisme, comme entreprise politique, a posé les bases de la déshumanisation de millions d'êtres et d'un despotisme bureaucratique fondé sur la race qui a ensuite ouvert la porte aux régimes totalitaires que l'Europe a connus au XX^e siècle. L'Afrique et l'Asie n'ont donc pas été les seuls perdants de l'entreprise coloniale.

◆ ◆ ◆

Au lieu de s'enfermer dans la négation des horreurs commises en Algérie, la France ferait peut-être mieux de se rappeler les pages héroïques de son histoire aujourd'hui occultées. Celles de sa découverte du Saint-Laurent, des Grands Lacs et du Mississippi, par exemple. Si elle voulait tant s'enorgueillir du «rôle positif de la présence française outre-mer», elle pourrait se vanter de ces descendants de colons français qui ont contribué au XIX^e siècle à l'exceptionnelle naissance d'une nation métis au Manitoba.

Tant que la France ne s'était pas excusée, on pouvait dire que l'épisode de Vichy n'était pas refermé. Avec la même logique, on est justifié de penser que la guerre d'Algérie n'est pas encore tout à fait terminée.

crioux@ledevoir.com

Correspondant du Devoir à Paris

ELECTIONS FÉDÉRALES

L'ÉPREUVE DES FAITS

Diminuer la TPS ou les impôts?

ALEC CASTONGUAY

Le Parti conservateur a annoncé hier qu'une fois au pouvoir, il ferait passer immédiatement la taxe sur les produits et services (TPS) de 7 à 6 % pour ensuite la diminuer d'un autre point de pourcentage d'ici cinq ans. La TPS passerait ainsi de 7 à 5 %. Cette mesure est-elle réaliste? La réduction de la TPS profite-t-elle à tous les citoyens? Une telle mesure stimule-t-elle vraiment l'économie? *Le Devoir* fait le point.

D'abord, le gouvernement fédéral a tout à fait les moyens financiers de mettre en avant une réduction de la TPS grâce à des surplus projetés de 86 milliards de dollars d'ici cinq ans. Chaque baisse de 1 % de la TPS coûte 4,5 milliards au trésor public, qui encaissera en 2005-06 la somme de 31,6 milliards avec la TPS.

La mesure conservatrice annoncée hier représente, pour une famille de deux adultes et deux enfants qui a un revenu de 60 000 \$ par année, une économie qui oscille entre 600 et 800 \$ annuellement (avec une baisse de 2 % de la TPS). Tout le monde paie cette taxe à la consommation, sauf les familles à très faible revenu, qui se font rembourser l'équivalent de la TPS payée au cours de l'année au moment de leur déclaration de revenus. Lorsqu'une famille perçoit moins de 29 618 \$ en revenu, elle ne paie pas de TPS. À partir de cette somme, le taux de remboursement diminue progressivement et varie en fonction de la situation familiale (nombre d'enfants, etc.).

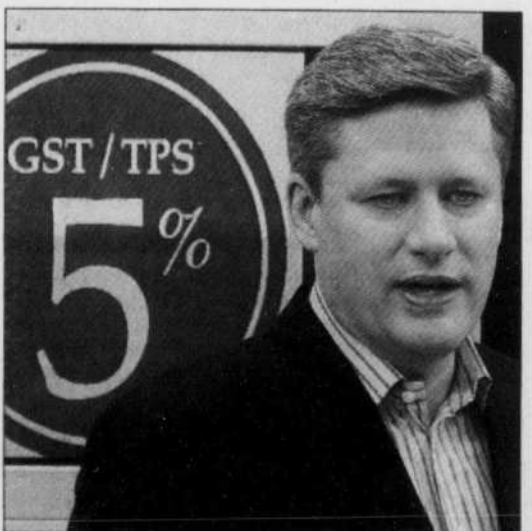
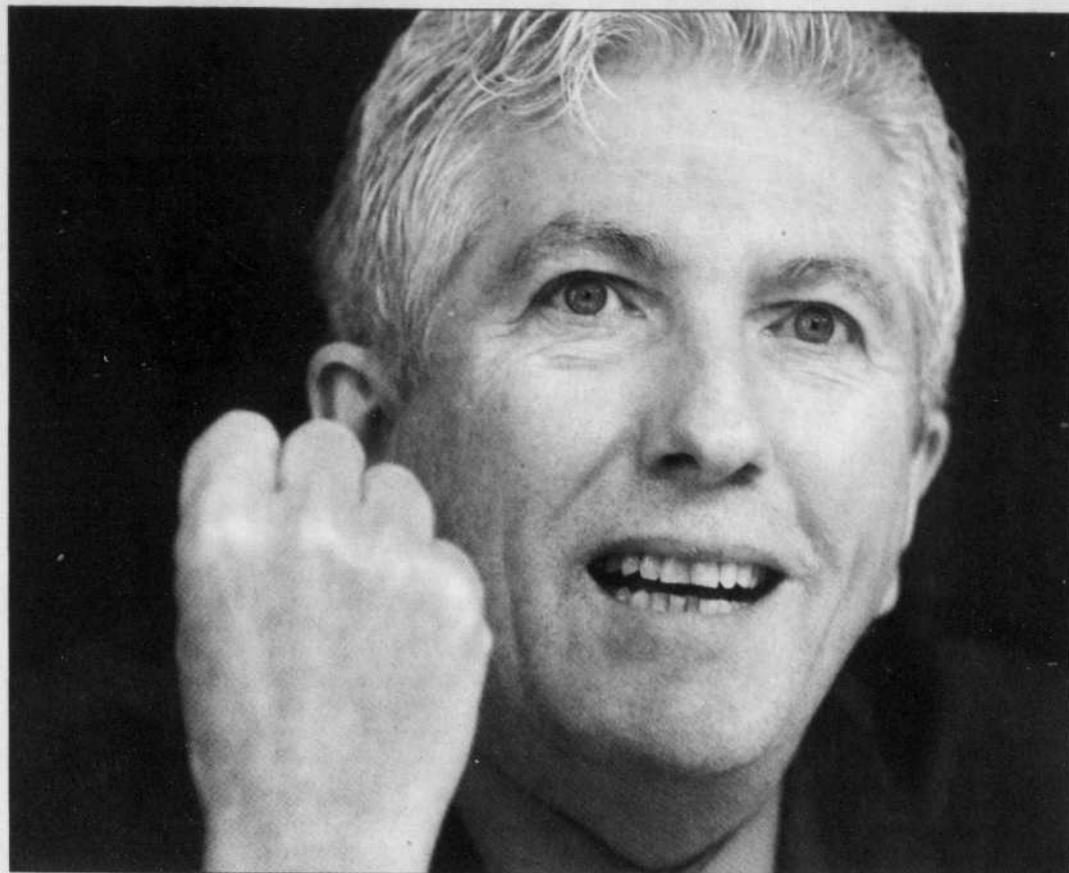
Le chef conservateur Stephen Harper a affirmé hier que la TPS est une mesure régressive qui pénalise toutes les couches de la société et frappe donc plus fort, par ricochet, la classe moyenne et les personnes à faible revenu, qui paient la même taxe que les riches. Est-ce exact? «Oui, parce que tout le monde subit la TPS, sauf les gens aux revenus très faibles», a expliqué Michel Poitevin, directeur du département de sciences économiques à l'Université de Montréal. «C'est la classe moyenne qui procure au gouvernement la plus grande part des revenus de TPS, alors c'est elle qui va en bénéficier.»

Mais n'est-il pas vrai que les gens plus fortunés dépensent davantage et que cette réduction de taxe sera donc plus substantielle pour eux? «C'est faux!», a rétorqué Nicolas Marceau, professeur de finances publiques à l'UQAM. S'il y a effectivement une différence, elle n'est pas aussi énorme qu'il paraît. Au bout du compte, il serait donc préférable d'avoir une taxe à la consommation très basse et des impôts plus imposants pour les riches si on veut vraiment faire preuve d'équité, a-t-il soutenu. «Il y a plus de différence entre les riches, les pauvres et la classe moyenne dans les revenus que dans la consommation. Oui, les riches dépensent plus, mais ils en mettent aussi beaucoup plus en banque, alors que tout le monde doit dépenser durant une année, peu importe le revenu. Ça fait plus mal de payer la TPS quand on n'a pas beaucoup d'argent, c'est pour ça qu'on dit que c'est une mesure régressive.»

Selon Nicolas Marceau, les conséquences d'une baisse de la TPS par rapport à des réductions d'impôt n'est pas tant une question de justice sociale que de conséquences sur l'économie. «Baisser la TPS va stimuler la consommation, ce qui fait rouler l'économie, alors que réduire les impôts améliore à long terme la prospérité du pays puisque les gens peuvent choisir ce qu'ils font avec l'argent économisé. Ils peuvent, oui, le dépenser en consommation, mais ils peuvent aussi l'épargner ou l'investir dans les études. Baisser les impôts est aussi un encouragement au travail puisque les gens peuvent s'enrichir sans en payer le prix», a-t-il dit.

C'est pourquoi, si l'objectif consiste à améliorer l'économie à long terme, «c'est une idée assez pauvre en substance», a soutenu à la Presse canadienne Mike Veal, économiste à l'université McMaster. Jim Davies, professeur d'économie à la University of Western Ontario, estime quant à lui que si on veut aider les familles pauvres, la solution réside d'abord dans les baisses d'impôt. «Si les réductions d'impôt sont bien faites, c'est plus profitable aux personnes à faible revenu», a-t-il dit, démontrant par le fait même que tous les économistes ne sont pas sur la même longueur d'onde.

Le Devoir

J. P. MOCZULSKI REUTERS
Stephen Harper a promis hier de diminuer la TPS.

Le chef bloquiste Gilles Duceppe a dû expliquer le sens du slogan choisi pour mener la campagne électorale.

BLOC QUÉBÉCOIS

Difficile de rivaliser avec le slogan de 2004

«Heureusement, ici, c'est le Bloc»

KATHLEEN LÉVESQUE

Après avoir présenté sa plate-forme électorale mercredi, le Bloc québécois en a révélé la page couverture hier. Appliquant le principe du compte-gouttes, le Bloc a aussi fait connaître son slogan et dévoilé les affiches du chef qui seront placardées dans les 75 circonscriptions du Québec.

C'est avec le slogan «Heureusement, ici, c'est le Bloc» que le chef Gilles Duceppe croit pouvoir améliorer le score de 54 sièges obtenu en 2004. Se défendant que ce slogan n'ait pas le mordant de celui de 2004 («Un parti propre au Québec»), M. Duceppe a tout de même dû en expliquer la signification, assurant qu'il illustre ce qu'est le Bloc et ce que le parti est devenu aujourd'hui.

«C'est un clin d'œil à la période des Fêtes. [...] Ce slogan signifie qu'heureusement, il y a le Bloc pour intervenir sur la question des commandites mais aussi sur le déséquilibre fiscal, sur Kyoto et ainsi de suite», a dit M. Duceppe lors d'une conférence de presse dans les quartiers généraux du Bloc pour la campagne électorale.

Le chef bloquiste a affirmé que les Québécois rencontrés lui ont souvent mentionné qu'ils s'estimaient chanceux d'avoir le Bloc. «Il y a toujours une phrase qui résume ce que les gens pensent de notre travail et, actuellement, c'est ça», a-t-il dit.

La thématique a été imaginée par l'agence de publicité Red, qui avait également travaillé aux concepts de la campagne de 2004 et celle, avortée, de juin dernier, dont le slogan («Je me soutiens») a été utilisé en pré-campagne.

Le slogan coiffe la plate-forme électorale avec une photo aux accents du terroir représentant le petit village de Saint-Malachie-de-Bellechasse sous la neige. Du coup, le document de quelque 200 pages qui reprend le plan d'action adopté par le Bloc en 2004 a des allures d'annuaire téléphonique, comme ceux qu'on retrouve dans les régions du Québec.

De plus, le Bloc a rendu publiques les affiches de son chef, qui se déclinent en trois versions: une qui rappelle le Québec rural (la même photo que pour la plate-forme) et deux autres qui évoquent l'urbanité. Il semble que le Bloc ait jugé opportun de prendre en considération de vieilles chicanes de clochers entre Québec et Montréal, ce qui expliquerait le doublement de l'affiche représentant les deux villes.

Chose certaine, M. Duceppe est photographié devant trois paysages enneigés en arrière-plan. Il est vêtu pour affronter sinon les adversaires, du moins les rigueurs de l'hiver; l'histoire ne dit toutefois pas s'il porte une canadienne.

Le Devoir

On veut des résultats

Mettons que quelqu'un publie un livre. Une brique de 400 pages plutôt plate portant sur un personnage plutôt insignifiant. Le tout distille un ennui plutôt considérable, sauf qu'à la page 232, le quelqu'un écrit: «Il se réjouit du dépôt de la proposition de ratification sans amendement de son avant-projet préparatoire de discussion. Ce soir-là, à l'occasion d'une fiesta privée, il se ramassa tout nu avec un abat-jour sur la tête. Le lendemain, dans un discours, il souligna que le cadre de priorités pour la définition des objectifs serait élaboré par étapes transitoires, et il reçut une ovation.»

Invité partout sur les ondes, l'auteur feint par la suite de s'offusquer de ce que tous les journalistes lui posent des questions sur la couleur de l'abat-jour. «Ce n'est qu'une phrase sur 400 pages», fait-il accroire de fulminer. Il taxe la presse libre et démocratique de sensationnalisme et de horscontextualisation. Pourtant, il ne pouvait pas ne pas le savoir: montrez à un reporter le Grand Canyon, il remarquera que les parois sont mal sablées et que des sources sûres lui ont confirmé que le travail a été fait par des ouvriers au noir.

Bon, ça n'a pas grand-chose à voir, mais *mutatis mutandis*, comme disaient sans doute les crédites, on pourrait appliquer le même procédé à l'actuelle campagne. Ainsi, pas plus tard qu'avant-hier, le Bloc québécois dévoile-t-il sa volumineuse plate-forme — 202 pages; pour un parti aussi assuré de finir ses jours au pouvoir que les conservateurs de faire élire un demi-député au Québec, avouons qu'il y a là un beau deuxième effort — qu'assitôt se répercutent dans les médias neutres et objectifs trois petites lignes de la page 127, que je vous cite ici sans engagement de votre part et avec l'assurance qu'aucun candidat n'ira chez vous: «Comme c'est le cas actuellement pour les nations écossaise et galloise, le Québec pourrait dès maintenant

présenter une équipe nationale du Québec dans les tournois internationaux de soccer et de hockey sur glace.»

Ce serait, faut-il croire, en attendant ce vote favorable à la souveraineté non suivie de turbulences, aussi connu sous le nom de *La Soirée du O.K.* (oui, elle est usée, celle-là) et qui soulèverait une importante interrogation: le Canadien pourrait-il continuer à s'appeler le Canadien?

Evidemment, la chose a l'air futile comme ça quand d'autres personnages, comme Paul Martin, veulent carrément «réussir le Canada» — et vous croyiez que le Canada était déjà un considérable succès, surtout auprès des agences de publicité —, mais ce n'est

pas du tout le cas. D'abord, à part l'indépendance elle-même, rien ne ferait plus mal à l'amour-propre du Canada que de se faire pincer un but par un quelconque émule de Mario Lemieux en demi-finale de la coupe Spengler. Et puis et puis, le sport et la politique, principalement en période électorale, sont très entremêlés, il n'y a qu'à étudier le vocabulaire de campagne pour s'en convaincre: «scorer dans ses buts», «passer le k.o.», «ça se joue sur le terrain», «m'a te faire saigner du nez ton nez», «en fait de patineur sur la botte, ce Harper me rappelle étrangement Terry».

En réalité, la seule différence entre le fédéral et le hockey réside dans le fait qu'au fédéral, on trouve que les questions ne sont pas claires, alors qu'au hockey, ce sont plutôt les réponses. «Eeeeh, écoute eeee, j'pense queee, tsé, la game, et puis euh, la puck, ça queee.» (Certains objecteront que les réponses fédérales ne brillent pas par leur limpidité. Je ne suis pas d'accord. Prenez par exemple «Fierté et influence: notre rôle dans le monde», titre de l'allocution prononcée hier par Paul Martin. «Dans le

EN BREF

Une campagne profitable

Une échappatoire dans la nouvelle Loi sur le financement des partis politiques fédéraux leur permet de doubler la somme à laquelle ils ont droit lors de l'actuelle campagne électorale. C'est le *Toronto Star* qui a découvert la brèche dans la loi adoptée en 2004 par le gouvernement de l'ex-premier ministre Jean Chrétien. En effet, la loi limite à 1000 \$ par année tout don qu'un syndicat ou une entreprise peut verser à un parti politique fédéral, et à 5000 \$ par année toute contribution d'un individu. La loi prévoit que l'année est comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre. Or, puisque la campagne débute en 2005 pour ne prendre fin qu'en 2006, les versements pourront être du double. — PC

Duceppe et Boisclair répliquent

Le chef du Parti québécois, André Boisclair, a nié hier sa voix à celle de son homologue du Bloc québécois, Gilles Duceppe, pour répliquer au chef libéral, Paul Martin, qui accuse les souverainistes d'avoir conclu un «pacte» en vue d'un référendum. Les deux leaders n'ont pas hésité à mettre en relief les divisions qui existent au sein des troupes fédéralistes. «Quel message envoyons-nous par cette présence côte à côte?», a lancé M. Boisclair à quelque 200 militants réunis à l'occasion d'un cocktail de financement dans les locaux de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal. «Nous avons chez nous un projet, nous sommes capables de parler d'une même voix. [...] C'est que ça tranche quelque peu avec nos adversaires. J'étais à Québec cette semaine, j'ai entendu Charest nous dire: 'moi, la campagne fédérale, je ne me mêle pas de ça'. [...] Il est en train de nous dire que les fédéralistes n'ont pas de projet commun.» Puis, André Boisclair s'est fait carrément cinglant en se moquant des relations tendues entre Québec et Ottawa. «Jean Charest n'a, d'aucune façon, intérêt à se faire voir avec Paul Martin, Paul Martin qui est découvert avec le scandale des commandites et la Commission Gomery. Puis pensez-vous que Paul Martin a le goût d'avoir Jean Charest dans ses pattes, lui qui est à 14 % de satisfaction dans les sondages [28 % en réalité]?» — PC

Lord aidera Harper

Bernard Lord et Shawn Graham entendent se mêler de la campagne électorale fédérale, mais seulement après la période des Fêtes. Avec la reprise des travaux parlementaires à Fredericton, la semaine prochaine, le premier ministre et le leader de l'opposition néo-brunswickois seront davantage occupés à débattre des enjeux apportés sur le plancher de l'Assemblée législative qu'à épauler directement leurs cousins fédéraux. En janvier toutefois, M. Lord et M. Graham seront moins occupés et pourront ainsi accorder davantage de temps à Stephen Harper et Paul Martin, en prévision des élections du 23 janvier prochain. M. Lord a précisé qu'il va s'impliquer si on le lui demande, mais qu'il ne passera pas chaque jour à commenter. Il entend voter pour le Parti conservateur, mais insiste sur le fait que cette campagne n'est pas la sienne, mais celle de l'aile fédérale du parti. De son côté, le chef libéral a indiqué qu'il va parcourir les 10 circonscriptions fédérales de la province, en janvier, pour donner un coup de main aux candidats libéraux. — PC



Jean Dion



Ce soir 19 h 30 Il va y avoir du sport

L'information-spectacle est-elle en train de tuer le journalisme?

Avec Dominic Arpin, Bernard Brisset, Pierre Maisonneuve et Claude Thibodeau.

Les animaux ont-ils des droits?

Avec Georges-Hébert Germain, Benoit Girouard, Martine Lachance et Yanick Villedieu.

Invitée : Chloé Sainte-Marie



telequebec.tv

Télé-Québec

ACTUALITÉS

SURVIVANTS

SUITE DE LA PAGE 1

chutent en deçà de ceux observés au Canada. Pendant les mois qui ont suivi leur hospitalisation, 23,3 % des malades américains sont décédés, contre 21,8 % des Canadiens. Après un an, le nombre de patients ayant survécu à la maladie était en définitive le même dans les deux pays.

Conclusion? Mieux vaut subir une défaillance en Floride, mais il faut très vite revenir au nord du 45^e parallèle pour recevoir les soins posthospitaliers et bénéficier de médicaments payés en partie par l'État dans l'année qui suit!

Selon les deux principaux chercheurs, ces chiffres ne permettent pas de décréter la suprématie d'un système par rapport à l'autre. Ils révèlent plutôt que ces deux systèmes fonctionnent de façon très différente et que cela n'est pas sans effet sur les taux de survie de part et d'autre de la frontière.

«Il semble que, chez nous, on fait un meilleur travail à l'hôpital et aux soins intensifs. Nous sommes plus fonceurs et effectuons plus d'interventions et de tests. Cependant, la force du système canadien réside dans le meilleur suivi accordé aux patients, notamment parce que vous avez un système d'assurance universelle qui assure un accès facile aux médicaments», a soutenu hier le Dr Harlan Krumholz, professeur à l'université Yale et investigateur principal.

«Au Canada, on continue à s'occuper des gens une fois qu'ils sont sortis de l'hôpital!», a ajouté le Dr Krumholz. Tout aussi diplomate, le Dr Dennis Ko, cardiologue au Sunnybrook and Women's Hospital de Toronto, a affirmé qu'il n'est pas possible de dire avec exactitude ce qui entraîne des taux de survie plus bas à court terme au Canada.

Même si cette étude avance l'hypothèse que le nombre réduit d'unités de soins intensifs et d'installations permettant de réaliser des procédures cardiaques invasives dans le système canadien pourrait expliquer ces différences, le Dr Ko se fait plus prudent.

«Il faudrait vérifier ces hypothèses avec des études plus approfondies avant de conclure que les soins intensifs sont moins bons au Canada. Personnellement, je ne le pense pas. Ce que cela démontre, c'est que nous avons deux systèmes dont la focalisation est très différente», croit-il.

Chose certaine, la revue des dossiers médicaux des patients arrivés à l'urgence pour insuffisance cardiaque prouve que les hôpitaux américains sont plus interventionnistes: multiplication des tests et des procédures invasives. D'autres études, comparant les soins accordés aux victimes d'infarctus de part et d'autre de la frontière, sont déjà arrivées aux mêmes conclusions.

Par ailleurs, il semble qu'au Canada et aux États-Unis, la majorité des personnes souffrant d'insuffisance cardiaque admises à l'hôpital ne reçoivent pas les traitements médicamenteux, notamment les bêtabloquants, susceptibles d'accroître davantage leurs chances de survie. Bref, beaucoup de travail reste à faire pour améliorer les soins des malades, tant canadiens qu'américains, disent les chercheurs. «Si on examine le résultat après un an, c'est la preuve qu'il n'y a pas de système qui soit meilleur que l'autre. Je crois que nos deux pays ont des choses à améliorer. Vous avez à apprendre de nos forces et nous avons à tirer parti de ce qui fait votre force», a conclu le Dr Krumholz.

Le Devoir

TPS

SUITE DE LA PAGE 1

chaque fois que vous ferez des achats», a déclaré M. Harper, qui avait choisi de faire cette annonce dans un magasin de produits électroniques de Mississauga, en Ontario. «Nous pouvons nous permettre de réduire les taxes pour le monde ordinaire, réinvestir dans les services et rembourser une partie de la dette», a assuré M. Harper en mentionnant les importants surplus budgétaires révélés systématiquement en fin d'année sous les libéraux.

M. Harper a fait savoir qu'il promettrait aussi des baisses d'impôt pour les contribuables de la classe moyenne plus tard dans la campagne.

En sortant la carte de la TPS, Stephen Harper espérait faire oublier son début de campagne plus difficile, notamment avec ses déclarations comme quoi il réouvrirait le débat sur les mariages gai. Cette prise de position lui a valu la réprobation de l'ancienne première ministre conservatrice Kim Campbell. En entrevue à la Presse canadienne depuis Londres, elle a déclaré que M. Harper ne deviendrait jamais premier ministre. «Ses positions sont trop conservatrices sur le plan social pour qu'il forme un gouvernement au Canada. Les gens aiment peut-être leurs politiques fiscales mais ils ont peur de leur conservatisme social», a dit Mme Campbell, qui dirige aujourd'hui le C.I.b Madrid, un organisme regroupant des anciens chefs de gouvernement.

Martin devant ses contradictions

En se lançant sur le terrain de la fiscalité, Stephen Harper mettait son principal rival devant ses contradictions, soulignant que les libéraux s'étaient engagés à abolir en 1993. «Ils n'ont pas scrapé la TPS, mais le 23 janvier, on va pouvoir scrapper les libéraux», a argué Stephen Harper en reprenant le terme utilisé par Jean Chrétien à l'époque.

Paul Martin lui-même qualifiait la TPS de «stupide, inadéquate et inefficace» lors d'un discours à la Chambre des communes en 1989. L'année suivante, il promettait de l'abolir lors de la course au leadership du Parti libéral. À l'élection de 1993, cette promesse était inscrite dans le «livre rouge» des libéraux. Le refus du gouvernement de donner suite à cette promesse avait causé une tempête au sein du parti; Sheila Copps avait même démissionné à cause de cet enjeu, pour se représenter à l'élection partielle.

Le chef libéral tenait un autre discours hier, indiquant que la baisse de la TPS «n'est pas la voie à suivre». Il dit privilégier les baisses d'impôt pour la classe moyenne.

«Notre intention, c'est de nous concentrer sur une baisse de taxes personnelles. Et si on a de l'argent pour baisser les impôts, ça va aller pour les taxes personnelles, plus particulièrement pour la classe moyenne. [...] Je veux que les Canadiens puissent garder une plus grosse partie de leur chèque de paye. C'est plus juste, c'est plus équitable», a fait valoir M. Martin, qui terminait hier matin son séjour à Montréal avant de se rendre dans l'est de l'Ontario.

«Pour être franc, on a déjà tout vu cela avant», a-t-il argué sans expliquer davantage la volte-face opérée par son parti depuis 1993. Il se contente de dire qu'il préfère la vision libérale privilégiant les baisses d'impôt. Le minibudget présenté il y a quelques semaines prévoit des réductions d'impôt de 30 milliards en cinq ans pour les particuliers et les entreprises.

Ironiquement, quelques heures plus tard, au cours d'un échange avec des étudiants d'une école secondaire de Cornwall, Paul Martin affirmait, en réponse à une question d'un élève, que les politiciens doivent tenir leurs promesses. «C'est justement là le but des campagnes électorales. Si un politicien vous dit qu'il fera A, B et C mais qu'il ne respecte pas ses promesses, ce politicien devrait être puni aux prochaines élections», a-t-il affirmé en toute candeur.

Outre la question de la TPS, la journée a été plutôt difficile

pour Paul Martin. En matinée, sa prestation devant le Conseil des relations internationales de Montréal a été perturbée par un manifestant pro-Aristide qui reprochait l'attitude du Canada en Haïti. A Cornwall, le chef libéral a vu le discours positif qu'il tient depuis le début de la semaine sur la vigueur de l'économie contredit par la réalité vécue dans cette ville, ébranlée par 910 pertes d'emploi à l'usine de Domtar. Son équipe a d'ailleurs dû modifier son horaire pour qu'il rencontre le maire de Cornwall ainsi que des gens d'affaires et des représentants syndicaux.

Aujourd'hui, M. Martin jouera d'audace en allant s'adresser à des membres du syndicat des Travailleurs canadiens de l'automobile, qui appuient systématiquement le NPD, du moins à l'extérieur du Québec, puisque la section québécoise des TCA a accordé hier son appui formel au Bloc québécois.

Layton et Duceppe

La proposition conservatrice de réduire la TPS n'a pas trouvé preneur non plus du côté des tiers partis. De passage dans la circonscription d'Alfred-Pellan, à Laval, le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a dit préférer un transfert des revenus de la taxe (ou des points d'impôt) aux provinces afin d'éliminer le «déséquilibre fiscal», comme le proposait l'ancien ministre des Finances libéral Yves Séguin.

«Si elle était transférée au Québec et aux provinces, le Québec et les provinces pourraient alors débattre de la question de la baisse [de la TPS] ou du rapport qu'il y a entre l'impôt et la TPS», a fait valoir M. Duceppe. À défaut d'envoyer ces fonds aux provinces, il préférerait l'abolition pure et simple de la taxe pour quelques produits spécifiques, tels ceux destinés aux enfants ainsi que les livres.

Le chef néo-démocrate, Jack Layton, s'est lui aussi opposé à la proposition conservatrice. «Si, en même temps, on veut investir dans l'éducation postsecondaire pour nos enfants, dans l'environnement, dans le logement social et protéger et augmenter le nombre d'emplois qu'on a dans notre économie, on ne peut pas faire les deux choses en même temps», a fait valoir M. Layton, qui faisait campagne pour la troisième journée de suite en Ontario.

En ce début de campagne, le NPD mise sur les circonscriptions où le vote stratégique en faveur des libéraux lui a fait particulièrement mal en 2004. Les ténors néo-démocrates, dont Ed Broadbent, affirmaient hier que les libéraux ne réussissent plus à effrayer les électeurs en utilisant le chef conservateur Stephen Harper comme un épouvantail. «Les libéraux sont arrivés avec une série de conneries à la dernière semaine de la campagne pour effrayer les électeurs, et cela a fonctionné à certains endroits. Mais cela ne fonctionnera pas une deuxième fois», a fait valoir M. Broadbent, qui a rejoint M. Layton lors de son passage à Oshawa, une autre ville éprouvée par des pertes d'emploi, dans le domaine de l'automobile cette fois.

Dans la localité où 3000 postes seront abolies chez General Motors, M. Layton a dévoilé sa stratégie pour soutenir l'industrie automobile, qui mise entre autres sur des incitatifs pour que les constructeurs prennent le virage des automobiles vertes.

Par ailleurs, la proposition néo-démocrate de conclure une trêve formelle pendant le temps des Fêtes s'est heurtée au refus des conservateurs et des libéraux. Les différents partis prévoient néanmoins ralentir la cadence ou carrément faire une pause.

«Je pense que le gros bon sens sera suffisant», a déclaré Jason Kenney, porte-parole conservateur et candidat du parti à Calgary. Un représentant libéral s'est dit du même avis, affirmant qu'il n'y aurait «aucune négociation et aucune directive aux candidats», et, ce même si la campagne nationale du premier ministre Paul Martin sera interrompue pendant «un certain temps».

Le Devoir
Avec la Presse canadienne

LOBBY

SUITE DE LA PAGE 1

canadiens, jusqu'à dix fois moins chers qu'aux États-Unis. En effet, les Américains sont de plus en plus nombreux à se les procurer sur Internet, même si la loi le leur interdit. Pour ce faire, PhRMA a fait appel à un éditeur de Los Angeles, Phoenix Books, qui, au printemps dernier, a engagé deux scribes à tout faire, des nègres dans le jargon du milieu, Julie Chrystyn et Kenin Spivak, pour rédiger le fameux manuscrit.

La trame romanesque proposée était simple, voire simpliste. Il suffisait aux deux scribes de développer une histoire dans laquelle un groupe de méchants Croates musulmans organisait un attentat terroriste en trafiquant les médicaments canadiens vendus aux Américains sur Internet. Le tout devait frapper fort et faire de nombreux morts.

Si ce scénario semble familier, c'est qu'il a été maintes fois répété devant le Congrès américain, de la bouche même des porte-parole de PhRMA, qui croit dur comme fer qu'il y a un véritable danger à acheter des médicaments canadiens sur Internet puisque ce sont là des cibles terroristes hautement probables.

En juillet dernier, les choses se sont concrétisées. PhRMA rejette la version présentée par les deux auteurs, que la direction juge tout simplement mal écrite. Mais ses auteurs récusent cette version. Ils affirment que si leur manuscrit a été rejeté, c'est qu'ils ont refusé de jouer le jeu du lobby jusqu'au bout.

Celui-ci leur aurait demandé d'ajouter de longs et fastidieux paragraphes faisant la promotion de la politique américaine du médicament. Il leur aurait également demandé de modifier leur histoire pour plaire davantage aux femmes, qui achètent ces médicaments en plus grand nombre que les hommes.

Devant l'impasse, PhRMA décide d'enterrer le projet et offre 100 000 \$ aux deux auteurs en guise de compensation. Dans une note obtenue par le *Medical Examiner*, il est précisé que les deux auteurs ne pourront «dévaloriser l'industrie pharmaceutique ou PhRMA» ni en public, ni en privé, ni dans leurs écrits futurs.

À la dernière minute, les deux auteurs, qui avaient accepté les termes de l'entente, ont changé de camp. Depuis, ils ont rendu l'argent et récrit le livre, mais à leur manière. Dans cette version, le vilain a changé d'identité. Cette fois-ci, c'est un géant pharmaceutique qui complot pour écrouler sur Internet des médicaments trafiqués afin de laisser croire que c'est là un complot ourdi par des terroristes.

Depuis, PhRMA fait tout pour se dissocier de cette histoire abracadabrante qui est devenue très gênante. Peu d'entrevues ont été accordées par le lobby, et toujours sur le bout des lèvres. Dans le *Los Angeles Times*, le directeur adjoint des communications, Ken Johnson, a toutefois précisé que PhRMA a choisi d'y mettre un terme dès que le projet a été porté à la connaissance de la haute direction.

«C'était une idée qui n'avait ni queue ni tête», a dit M. Johnson au *Los Angeles Time*. Chez PhRMA, on attribue cette bêtise à une employée «renégate», selon les mots de M. Johnson. Celui-ci a également laissé entendre à plusieurs reprises que cette employée avait clairement abusé de son pouvoir. Elle a d'ailleurs été suspendue.

Quant au livre de Julie Chrystyn et Kenin Spivak, il devrait être publié ce mois-ci sous le titre *The Karasik Conspiracy*. Son contenu promet d'être explosif et de déplaire féroce à PhRMA.

À *On the Media*, Kenin Spivak a récemment confirmé qu'un de ses vilains aurait bel et bien les traits d'un géant pharmaceutique, sans préciser lequel. L'intrigue mettra en jeu «une grande entreprise pharmaceutique qui, estimant que des craintes d'attentats terroristes peuvent changer la façon dont les Américains perçoivent les médicaments importés, décide de lancer sa propre attaque terroriste».

Le Devoir

Vingt-trois multinationales pour l'énergie verte

LOUIS-GILLES FRANÇEUR

Un club bien particulier et en pleine croissance s'est présenté hier à la Conférence internationale de Montréal sur le climat: 23 multinationales américaines et européennes ont décidé de se doter d'une politique commune d'achats d'énergies vertes pour électrifier leurs usines, magasins et entrepôts dans le monde, mettant ainsi des millions à la disposition des entrepreneurs en éolien, en géothermie, en photovoltaïque et autres.

Associés au sein du Groupe de développement du marché des énergies vertes, ce club réunit notamment Alcoa, Dow Chemical, DuPont, IBM, General Motors, Starbucks et leurs filiales européennes ainsi que des multinationales européennes comme Nike, Tetra Pak, Ikea, Interface Europe, etc.

Ces entreprises ont annoncé hier qu'elles venaient d'ajouter 185 MW à leurs achats totaux d'énergie verte, qui s'élevait à 360 MW, soit l'équivalent d'une centrale thermique. Ils visent à porter ce total d'ici deux ou trois ans à 1000 MW, soit l'équivalent de trois centrales thermiques capables d'alimenter ensemble 750 000 résidences américaines. La moitié de cette énergie est d'origine éolienne et 12 % d'origine hydroélectrique. Mais, affirment ces entreprises, il s'agit de centrales qui détiennent la certification environnementale du Low Impact Hydropower Institute (LIHI), un nouvel organisme de certification américain.

Quant au club des grandes entreprises, chez sept d'entre elles les achats d'énergie verte représentent plus de 10 % de leur facture annuelle totale. On retrouve parmi ces compagnies Johnson & Johnson et General Motors, qui sont aussi les deuxième et troisième utilisateurs de capteurs photovoltaïques en importance sur le continent nord-américain. D'autres membres du club récupèrent les biogaz de sites d'enfouissements et en tirent de l'électricité pour leurs besoins.

Ces grandes firmes soutiennent que leur pouvoir d'achat aide à grossir la masse critique des producteurs d'énergie verte, ce qui fera baisser les prix et augmentera leurs parts de marché tout en réduisant le coût de ces énergies alternatives à moyen terme. Et, explique avec un clin d'œil un des porte-parole du groupe, cela fait une meilleure carte de visite internationale que la stratégie du président Bush sur le climat.

Le Devoir

GES

SUITE DE LA PAGE 1

à effet de serre (GES) dans des pays en développement, et ce, à meilleur coût que chez eux.

Mais l'Europe s'est agrandie depuis 1997 et l'inclusion de pays ayant des objectifs différents a modifié son bilan global. Avec l'adhésion de pays moins forts sur le plan économique et qui, dans certains cas, ont accusé des déclinés économiques générateurs de crédits d'émissions en raison de la fermeture d'usines énergivores, l'Europe des 25 se retrouvera avec des émissions inférieures de 5 % en 2010 et de 11,3 % en 2012 par rapport au niveau de 1990, date butoir pour la première tranche de réductions convenues par les pays de la communauté de Kyoto.

Le bilan de l'Europe des 25 est néanmoins impressionnant. En effet, 17 États membres sont déjà en voie d'atteindre leurs objectifs, et ce, sans tenir compte de la capacité de leurs forêts de capter les GES. Quant à l'Europe des 15, la plus industrialisée, ses émissions en 2003 étaient déjà inférieures de 1,7 % par rapport au niveau de 1990 alors qu'elle accroissait sa production de 27 % au cours de la même période. En comparaison, les États-Unis ont augmenté leurs émissions de 13 % au-dessus du niveau de 1990 avec un accroissement de production supérieur à 30 % au cours de la même période.

Les pays européens ont eu la sagesse, contrairement au Canada, de partager l'effort de réduction entre eux avant de convenir d'un objectif global à Kyoto, en plus de lancer leur plan de match dès l'an 2000. Ils se sont par contre partagé l'effort de réduction global en tenant compte des émissions historiques et actuelles de chacun, de son niveau de développement économique et des impacts sociaux occasionnés par chacune des politiques de réduction.

C'est ainsi qu'un pays comme la France, qui contribue peu aux émissions de GES en raison de sa priorité accordée au nucléaire, a pour objectif de maintenir ses émissions au niveau de 1990 alors que l'Allemagne devra les réduire de 21 % sous le niveau de référence. L'Allemagne, dont l'économie se compare à plusieurs égards à celle des États-Unis, prévoit atteindre son objectif fort ambitieux mais sans le dépasser. Le cas de la Grande-Bretagne est tout aussi éloquent. La fière Albion s'est engagée à réduire ses émissions de 12,5 % sous le niveau de 1990. Avec ses seules politiques internes de réduction, elle les a déjà ramenées à 20 % sous le niveau de 1990. Ce bilan pourrait même être amélioré et la Grande-Bretagne pourrait dépasser l'Allemagne en faisant appel au mécanisme de développement propre ou à des achats de crédits sur le marché d'échange d'émissions, déjà opérationnel en Europe.

Un pays nordique comme le Danemark, solide sur le plan économique et aussi froid que le Canada, accuse un important retard. Il se retrouve avec des émissions de 4 % au-dessus de 1990 alors qu'il doit les ramener à 21 % sous cette barre. D'ici 2012, ce pays devra donc réduire sa consommation de carburant d'un litre sur quatre, une situation assez similaire à celle du Canada, qui devra atteindre une réduction globale de 30 % par rapport au scénario sans intervention étatique.

Pendant que l'Europe, avec ce bilan, se plaçait en tête du pe-

loton des pays les plus performants de la communauté de Kyoto, la conférence de Montréal passait au mode des échanges diplomatiques pour s'attaquer aux deux enjeux principaux: la mise au point d'un processus de négociation applicable aux pays développés pour les objectifs de réduction de la période post-2012 et l'examen d'une proposition jugée importante par tout le monde sur la protection des forêts existantes pour en préserver le pouvoir de captage du gaz carbonique.

Une proposition en ce sens a été déposée mercredi soir par la Papouasie-Nouvelle-Guinée et le Costa Rica, laquelle a aussitôt été massivement appuyée par la plupart des pays d'Amérique latine et d'Afrique ainsi que par les Européens et les groupes environnementaux malgré les difficultés qu'elle soulève avec les règles en vigueur pour les échanges de crédits et la comptabilité créée pour les réductions de GES. Cette proposition, dite d'«éviterment du déboisement» (avoided deforestation), consisterait à préserver dans les pays adoptant cette stratégie des forêts naturelles sur un pourcentage défini du territoire national. La déforestation galopante qui frappe l'Amazonie et plusieurs pays africains et asiatiques est responsable de 20 à 25 % des émissions annuelles de GES, soit l'équivalent des émissions des États-Unis ou de celles attribuables à l'ensemble des transports sur la planète, a précisé au *Devoir* hier Stephan Singer, responsable des politiques sur le climat au sein de la filiale européenne du Fonds mondial pour le climat.

Cette offre de préservation des principaux capteurs ou «puits» de gaz carbonique atmosphérique a été prise très au sérieux par la communauté internationale et par la plénière de la Conférence de Montréal, qui a décidé d'y consacrer un «groupe de contact» dont les propositions se rendront fort probablement en plénière au début de la semaine prochaine.

Cette question est d'autant plus fondamentale pour les pays en développement de l'hémisphère sud que s'ils évitent de raser leurs forêts, ils espèrent au moins tirer de cette stratégie de conservation assez d'argent pour soutenir leur économie et la relancer dans d'autres avenues. Mais pour la communauté internationale, ce n'est pas si évident en effet, pourquoi payer pour des forêts qu'on n'aurait pas nécessairement coupées? Comment différencier ce qui est une véritable déforestation évitée d'une politique de conservation adoptée pour préserver un capital génétique monnayable auprès de multinationales de la pharmacologie ou pour développer une florissante industrie touristique? se demandaient ouvertement les écologistes du Réseau Action Climat.

Quant à l'Europe, elle n'écarte pas la possibilité de voir s'ouvrir des négociations en dehors du cadre de Kyoto si c'est la seule façon d'amener la Chine, l'Inde et surtout les États-Unis à s'insérer dans un plan de match international limité à des engagements volontaires, sans objectif chiffré ni échéancier, ont déclaré ses porte-parole en conférence de presse hier. L'Europe se donne ainsi clairement comme objectif de mobiliser tout le monde d'une manière ou d'une autre, quitte à compter sur le temps et sur les forces économiques pour les introduire progressivement dans la communauté de Kyoto.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces

et la publicité par regroupement
Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

WEEK-END CULTURE

Monsieur Mono au Théâtre de Quat'Sous

Un océan de tristesse, sans les larmes

PHILIPPE PAPINEAU

Enregistrer l'album le plus triste du monde. C'était un peu à la blague... l'objectif de Monsieur Mono, alias Éric Goulet, avec son album Pleurer la mer morte.



Éric Goulet, alias Monsieur Mono.

paroxysme, voici une autre chanson: Une petite douleur. Tout le monde a ri, et s'est plongé dans l'écoute attentive.

Il y avait bien sûr de tout petits trucs qui clochaient, le jeu de chaise musicale des musiciens brisant un peu le rythme.

Monsieur Mono et le Chic Chien Orchestra, le 2 et 3 décembre au Théâtre de Quat'Sous.

Le Devoir

Après le Vatican, le Pérou

Nouvelle exposition de la firme privée Vivaconcept

STÉPHANE BAILLARGEON

Voilà, c'est fait: la compagnie québécoise Vivaconcept International (VCI) a conclu la semaine dernière les accords lui permettant de présenter à Montréal une exposition sur les cultures du Pérou précolombien.

L'expo arrivera du Petit Palais, le musée des beaux-arts de la ville de Paris, où elle aura passé le printemps et le début de l'été.

16 musées étrangers; la compagnie montréalaise a réduit ce nombre au quart en se concentrant sur les plus importants préteurs péruviens, soit le musée archéologique Rafael Larco Herrera, le Museo Banco Central, le Museo de la Nación et celui d'anthropologie et d'archéologie.

La présentation montréalaise sera dirigée par l'archéologue québécois Jean-François Millaire, commissaire invité et conseiller scientifique du projet.

Le vieux routier parle en connaissance de cause. Il a lui-même organisé à Montréal une

exposition sur ce thème cliché il y a une quinzaine d'années. «C'était un cadeau à mon fils adopté, né au Pérou», explique-t-il en ajoutant que cette première réussite lui avait valu le titre de commandeur de l'Ordre du mérite du Pérou.

Le nouveau travail péruvien prend le relais estival de Saint-Pierre et le Vatican, proposé l'été dernier par VCI. Les œuvres tirées des voûtes papales avaient attiré 81 000 visiteurs payants à la basilique.

Cette fois, Vivaconcept International agit seul comme organisateur, c'est-à-dire sans l'aide de Clear Channel Exhibitions, une firme américaine partenaire de la mouture vaticane.

a nécessité des aménagements d'environ un million de dollars. Les négociations se poursuivent avec les musées de la ville de Paris pour 2007 et 2008.

La compagnie privée pourrait ainsi occuper le créneau populaire un peu négligé à Montréal depuis la disparition de la Société du Palais des civilisations. Dans les années 80, cet organisme paramunicipal organisait des expositions (Ramsès II, la Chine, Rome, les Aztèques, etc.) qui attirèrent chacune des centaines de milliers de personnes, dont trois quarts de million de personnes rien que pour le pharaon.

Le Devoir

Un Québécois devient le numéro deux de la Francophonie

CHRISTIAN RIOUX

Paris — L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) annoncera ce matin à Paris la nomination du délégué général du Québec à Paris, Clément Duhaime, au poste de numéro deux de la Francophonie.

Clément Duhaime deviendra administrateur général de l'OIF à compter du 1er janvier. Celui qui est délégué du Québec à Paris depuis l'an 2000 sera en fait le premier à occuper ce poste influent puisque la Conférence des ministres de la Francophonie qui s'est tenue à Madagascar la semaine dernière a décidé de rapatrier la responsabilité de

l'Agence de la Francophonie sous la responsabilité du secrétaire général de l'OIF, l'ancien président sénégalais Abdou Diouf. L'Agence, dirigée par le Belge Roger Dehaybe depuis 1998, fonctionnait de façon indépendante depuis sa création en 1970.

Clément Duhaime sera donc le principal bras droit d'Abdou Diouf et aura à ce titre comme première tâche d'assurer l'intégration à l'OIF de la coopération et de l'aide au développement, qui sont les principales responsabilités de l'Agence.

C'est la première fois qu'un diplomate de carrière québécois accède à cette fonction. Clément Duhaime a commencé sa carrière

dans l'administration publique comme attaché de presse de Jacques-Yvan Morin, vice-premier ministre et ministre de l'Éducation du Québec dans le premier gouvernement du Parti québécois. Il a ensuite été chef de cabinet de Jacques-Yvan Morin avant d'amorcer une carrière diplomatique à la délégation générale du Québec à Paris, à l'Agence de la Francophonie, puis comme conseiller chargé de la politique de coopération et du budget auprès du secrétaire général de l'OIF, Boutros Boutros-Ghali.

C'est ce passé souverainiste qui lui a probablement valu l'opposition du ministre fédéral responsable de la Francophonie, Jacques Saada, qui tenait à ce que l'OIF fasse un appel de candidatures contrairement à la volonté d'Abdou Diouf. L'insistance de ce dernier, du gouvernement québécois et de certains ministres fédéraux ont fini par venir à bout des résistances et par

convaincre le premier ministre Paul Martin, qui devait approuver la nomination, comme d'ailleurs le premier ministre Jean Charest.

Après les réformes administratives importantes réalisées par son prédécesseur, Clément Duhaime aura pour tâche de mieux faire connaître l'action de la Francophonie auprès des pays en développement. Sous Rober Dehaybe, l'Agence a particulièrement consolidé le réseau des 213 centres de lecture et d'animation culturelle qu'elle anime dans 18 pays d'Afrique, de l'Océan Indien, des Caraïbes et du Proche-Orient. Elle a aussi beaucoup développé la coopération avec les autres organisations internationales et humanitaires. À la fin de 2006, l'OIF regroupera toutes ses activités dans son nouveau siège, situé près de l'UNESCO à Paris.

Correspondant du Devoir à Paris

EN BREF

Bédé et bouffe

La gastronomie québécoise vient de faire une entrée remarquée dans le monde très fermé de la grande cuisine française... par la porte de la bédé. L'Appareil, ouvrage collectif qui conjugue recettes de cuisinots d'ici et bande dessinée, est en effet d'être sélectionné par l'illustrateur chef Alain Ducasse dans sa sélection de Noël que l'hebdo français Le Point s'apprete à publier dans les

prochains jours. Un honneur pour la jeune maison d'édition La Pastèque à l'origine de ce bouquin. Visiblement ému par les coeurs de quenouille, le homard des îles de la Madeleine ou encore les grillés cheese au fromage Migneron, le chef ne tarit pas d'éloge pour cet ouvrage célébrant une cuisine multiculturelle et contemporaine vivante, vibrante même, mélange de simplicité, de raffinement, d'esthétisme et de sobriété», écrit-il. - Le Devoir

Le Devoir

Téléphone: 985-3322
Télécopieur: 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel: petitesannonces@ledevoir.com

LES PETITES ANNONCES DU LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 17H00. Pour placer, modifier ou annuler votre annonce, téléphonez avant 14 h 30 pour l'édition du lendemain.

MOTS CROISÉS. 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12. Horizontalement: 1. Tombeau. Vallée. 2. Manque de capacité dans la fonction que l'on exerce. Considéré.

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE. QUARTIER HISTORIQUE, VIEUX-LONGUEUIL. Maison de style normand, 10 pièces, mezzanine, cuisine et salle de bains rénovées.

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER. Place CONCORDE. IMMEUBLE LUXUEUX. Refait à neuf! Studio, 3 1/2, 4 1/2.

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER. VISITE LIBRE. AU VILLAGE OLYMPIQUE. Apts très ensoleillés. 2 c.c., balcon privé, salon, s. à dîner, cuisine.

165 PROPRIÉTÉS À LOUER. RÉSIDENCE HAUT-DE-GAMME Ste-Adèle. Domaine au sommet montagne. Vue panoramique.

301 OUVRES D'ART. ACHETERAIS. La petite poule d'eau de Jean-Paul Lémieux, tableaux de Claude Carrette, Soulikias, Piché, Suzanne Bergeron, Lorne Bouchard, L'Archevêque, Ron Jamieson, Jacuro, etc.

529 OFFRE DE SERVICES PROFESSIONNELS. QUÊTE DE SENS... LIBERTÉ INTERIEURE... Accompagnement, discernement, relation d'aide.

560 ENTRETIEN, RÉNOVATION. ENTREPRENEUR RETRAITÉ pour vos projets de salle de bains, cuisine, sous-sol et autres.

103 CONDOMINIUMS ET COPROPRIÉTÉS. PLATEAU, GARNIER/LAURIER. 7 1/2, 2e de triplex semi-détaché, 1 200 p.c., 3 c.c., 275 000\$.

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER. AU CŒUR DU PLATEAU. 20 déc. au 1er mai 06. 6 1/2 meublé, équipé. Tout compris.

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER. VISITE LIBRE. AU VILLAGE OLYMPIQUE. Apts très ensoleillés. 2 c.c., balcon privé, salon, s. à dîner, cuisine.

170 HORS FRONTIÈRES À LOUER. *** PARIS XVe *** Superbe appart. 312, meublé ancien, 2 pers. par. Disp. sem./mois.

301 OUVRES D'ART. ACHETERAIS. La petite poule d'eau de Jean-Paul Lémieux, tableaux de Claude Carrette, Soulikias, Piché, Suzanne Bergeron, Lorne Bouchard, L'Archevêque, Ron Jamieson, Jacuro, etc.

529 OFFRE DE SERVICES PROFESSIONNELS. QUÊTE DE SENS... LIBERTÉ INTERIEURE... Accompagnement, discernement, relation d'aide.

560 ENTRETIEN, RÉNOVATION. ENTREPRENEUR RETRAITÉ pour vos projets de salle de bains, cuisine, sous-sol et autres.

125 HORS FRONTIÈRES. MARTINIQUE. Produit exceptionnel, édifié sur terrain clos et arboré de 4831 m², vue imprenable dominant la baie et les îlets du Robert.

125 HORS FRONTIÈRES. MARTINIQUE. Produit exceptionnel, édifié sur terrain clos et arboré de 4831 m², vue imprenable dominant la baie et les îlets du Robert.

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER. VISITE LIBRE. AU VILLAGE OLYMPIQUE. Apts très ensoleillés. 2 c.c., balcon privé, salon, s. à dîner, cuisine.

170 HORS FRONTIÈRES À LOUER. *** PARIS XVe *** Superbe appart. 312, meublé ancien, 2 pers. par. Disp. sem./mois.

301 OUVRES D'ART. ACHETERAIS. La petite poule d'eau de Jean-Paul Lémieux, tableaux de Claude Carrette, Soulikias, Piché, Suzanne Bergeron, Lorne Bouchard, L'Archevêque, Ron Jamieson, Jacuro, etc.

529 OFFRE DE SERVICES PROFESSIONNELS. QUÊTE DE SENS... LIBERTÉ INTERIEURE... Accompagnement, discernement, relation d'aide.

560 ENTRETIEN, RÉNOVATION. ENTREPRENEUR RETRAITÉ pour vos projets de salle de bains, cuisine, sous-sol et autres.

CANTONS DE L'EST Lac Gilbert, Oasis de Paix. 806 pieds sur le lac, idéal pour randonnée en kayak, canot, pédalo, pour la pêche, randonnée pédestre ou simplement savourer le calme de cette belle nature.

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER. VISITE LIBRE. AU VILLAGE OLYMPIQUE. Apts très ensoleillés. 2 c.c., balcon privé, salon, s. à dîner, cuisine.

170 HORS FRONTIÈRES À LOUER. *** PARIS XVe *** Superbe appart. 312, meublé ancien, 2 pers. par. Disp. sem./mois.

301 OUVRES D'ART. ACHETERAIS. La petite poule d'eau de Jean-Paul Lémieux, tableaux de Claude Carrette, Soulikias, Piché, Suzanne Bergeron, Lorne Bouchard, L'Archevêque, Ron Jamieson, Jacuro, etc.

529 OFFRE DE SERVICES PROFESSIONNELS. QUÊTE DE SENS... LIBERTÉ INTERIEURE... Accompagnement, discernement, relation d'aide.

560 ENTRETIEN, RÉNOVATION. ENTREPRENEUR RETRAITÉ pour vos projets de salle de bains, cuisine, sous-sol et autres.

PROCHAIN TRAIN 18:34. Si ceci ressemble à un test de maths, visitez mathscourantes.ca ou appelez le 1 800 303-1004.

SP La vie avec la sclérose en plaques. La sclérose en plaques ne bouleverse pas que la vie d'une seule personne à la fois. Elle bouleverse des familles entières.

• WEEK-END NATURE •

Deux degrés de plus, deux degrés de trop



Louis-Gilles Francoeur

Une étude divulguée avant-hier à la onzième Conférence internationale sur le climat, à Montréal, révèle qu'un réchauffement planétaire moyen de 2 °C serait fatal à plusieurs espèces, dont le saumon, et très dommageable pour la forêt boréale, une des dernières grandes forêts primaires de la planète.

C'est la première fois qu'une étude s'attarde à fouiller la problématique des seuils critiques au-delà desquels des habitats et des espèces pourraient flancher sous l'effet du réchauffement climatique, soutiennent les auteurs de cette recherche. Malgré les tâtonnements méthodologiques inhérents à toute nouvelle approche, cette étude a le mérite d'ouvrir la voie aux stratégies d'adaptation que nos sociétés devront développer dans plusieurs domaines en raison de la partie déjà inéluctable des changements climatiques. Et cette étude nous fait aussi comprendre, comme s'il en fallait davantage, la nécessité d'attaquer le problème à sa source.

Pour Gail Ghmra, de l'université McGill, et Jay Malcolm, de l'université de Toronto, un réchauffement de 2 °C concentrera plusieurs espèces de poissons de l'Atlantique dans les zones de plus en plus réduites d'eau froide, ce qui devrait affecter principalement le saumon atlantique, qui pourrait «être condamné», selon le Fonds mondial de la nature (WWF). Selon les analyses de Gail Ghmra, un réchauffement moyen de l'atmosphère terrestre de 2 °C fera augmenter de 1,5 à 2,2 °C la température de l'eau de nos océans. Ce changement radical s'ajoutera à la pression déjà exercée sur ces populations par la surpêche, la pollution et la perte d'habitats. Ceux-ci seront difficilement compensés par la lente «fabrication», si on peut dire, de nouveaux habitats côtiers dans les régions actuellement dominées par le permafrost. La chercheuse a toutefois omis de mentionner un autre facteur important: l'énorme pression exercée par un troupeau de phoques en croissance constante depuis que les animalistes et le Parlement européen font obstacle à la chasse, contre toute logique de développement viable.

Selon l'étude, le pétoncle géant (peigne hauturier de l'Atlantique) pourrait subir le même sort que le saumon dans la partie méridionale de son aire de distribution. Ces espèces pourraient être remplacées par d'autres, comme le crabe sanguin japonais, une espèce non indigène qui pourrait migrer des côtes américaines vers celles de la Nouvelle-Écosse, du



JIM YOUNG REUTERS

Des membres de Greenpeace manifestent en faveur du protocole de Kyoto devant le parlement canadien. Les ours polaires ne seraient pas les seuls affectés par une hausse de la température: un réchauffement planétaire moyen de 2 °C serait fatal à plusieurs espèces, dont le saumon, et très dommageable pour la forêt boréale.

golfe du Saint-Laurent et de certaines parties de Terre-Neuve et du Labrador.

Quant aux forêts de l'Ontario, Jay Malcolm a calculé que la rapidité des changements en cours y précipitera le déclin de l'érable à sucre, de l'épinette noire et du pin gris. La production de sirup d'érable pourrait littéralement fondre dans cette province et ici aussi, au Québec, si les écarts de température entre le jour et la nuit au printemps — des écarts absolument essentiels aux montées quotidiennes de sève — disparaissent au profit de températures plus douces. Chaleur et sécheresses accrues vont aussi accroître la fréquence des feux de forêt, intensifier les migrations d'insectes néfastes aux espèces de la portion boréale de la forêt et provoquer un rajeunissement de ces forêts, synonyme d'une réduction substantielle du volume de bois voué à la récolte.

Valeur économique des forêts

Une autre étude intéressante, publiée cette fois-ci par l'Institut Pembina d'Ottawa, vient de mettre un prix sur les «services écologiques» que nous rend la forêt boréale, une forêt dont les gouvernements autori-

sent la coupe éfrénée sans qu'on en mesure préalablement les conséquences, comme on l'a fait des siècles durant, à l'époque où les sciences de l'environnement n'existaient pas.

Cette valeur non marchande est évaluée à 93,2 milliards, soit 77 milliards pour la maîtrise des crues et la filtration de l'eau par les tourbières, 5,4 milliards pour le contrôle des insectes par les oiseaux, 4,5 milliards pour les activités naturelles, 3,4 milliards pour la biodiversité des milieux humides et 1,8 milliard pour le piégeage du carbone (si le réchauffement du climat ne transforme pas rapidement ces «puits» en sources de carbone pour la planète...). Selon cette étude économique, la valeur marchande de la forêt boréale est donc 2,5 fois plus élevée que l'extraction de ses éléments comme le bois, le minerai et les sables bitumineux, qu'on exploite en altérant sensiblement au passage la santé de la «poule» qui nous donne de si beaux «œufs», si on ne permet cette analogie.

Ce qui est surprenant dans la gestion actuelle de nos forêts, c'est de voir l'approche comptable de prédateurs qu'imposent les gouvernements et le secteur privé en limitant le calcul de sa valeur à sa contribution au

PIB. Et il faut dire que dans ce domaine, les journaliers en 2005 utilisent une approche comptable similaire qui leur ferait rater un cours d'économie 101 depuis 40 ans dans toutes les facultés universitaires...

Les économistes acceptent comme un fait scientifique de base que la valeur d'une entreprise comprend tous ses éléments d'actif et que ce calcul doit inclure toutes les pertes ou dévaluations. Toutes! C'est pourquoi, par exemple, les rapports annuels des pétroliers comportent l'état de leurs réserves connues de pétrole et de gaz. Mais les nations ne tiennent pas compte de la valeur de leur capital naturel dans le calcul du PIB parce qu'on calcule uniquement la valeur des activités et non la valeur de l'actif collectif.

C'est un peu comme si on évaluait les chances de survie d'une personne abandonnée en mer après un copieux repas qu'elle aurait tout juste pris. Si on oublie de dire qu'elle vient de manger toutes ses rations, on voit immédiatement la courte vue de cette perspective, qui est aussi celle des médias, quand la construction domiciliaire s'accroît, même si cet étalement urbain impose à la collectivité la perte de territoires agricoles ou forestiers, l'obligation de financer de nouveaux égouts et aqueducs et de compenser ailleurs la perte de revenus qu'encourront les villes délaissées. La plupart du temps, il s'agit d'une perte économique globale qu'on présente dans les médias comme une avancée économique!

De son côté, l'ONU a établi dans un rapport dévoilé plus tôt cette année que la planète avait perdu 60 % des «services écologiques» que lui rendent les grands écosystèmes en déclin, notamment les mers, les milieux humides, etc. Il est surprenant que le Canada, dont la forêt boréale couvre 58,5 % du territoire, ne tienne pas compte dans son calcul du PIB de la détérioration de ses grands écosystèmes, une erreur de perspective qui ressemble à de la myopie.

■ Braconnage: plusieurs se demandent souvent où va toute la venaison saisie par les agents de la faune auprès des braconniers. La semaine dernière, le ministre des Ressources naturelles et de la Faune (MRNF) a remis 20 tonnes de venaison de chevreuil et d'original à l'Association québécoise des banques alimentaires et des moissons. La partie non comestible a été remise à divers organismes comme le Jardin zoologique de Québec, le Parc Safari et les zoos de Granby et de Saint-Félicien, où les grands carnivores mangeront du gigot de vraies proies sauvages à Noël.

■ Lecture: deux livres dans l'esprit de la Conférence de Montréal sur le climat: d'abord, *Panne sèche - La fin de l'ère du pétrole*, Editions Buchet et Castel, 155 pages. Un petit livre qui fait le point sur les réserves de pétrole, les solutions de rechange et leurs limites. Ensuite, *Marée montante - Une enquête sur le réchauffement du climat*, par Mark Lunas (Editions du Diable Vauvert), jette un œil inquiet sur les menaces de noyade qui pèsent sur les îles, les régions côtières et les zones construites sous le niveau de la mer. Emailé de souvenirs personnels, d'entrevues et d'une vision globale intéressante.

• WEEK-END SPORTS •

Coupe du monde de Beaver Creek

Érik Guay remporte l'argent au super-G

Beaver Creek — Érik Guay, de Mont-Tremblant, a remporté la médaille d'argent lors du super-G de la Coupe du monde qui a été présenté à Beaver Creek au Colorado, hier.

Guay a donc réussi à racheter son début de saison à Lake Louise, lui qui avait terminé 11^e au super-G et 17^e en descente en Alberta.

«Je n'ai pas si mal fait à Lake Louise, mais je savais que je pouvais faire beaucoup mieux», a affirmé le skieur de 24 ans. «Ça donne beaucoup de confiance de pouvoir réussir un tel résultat en début de saison. C'est formidable pour le mo-

ral et la confiance de l'équipe. La confiance est un élément tellement important en ski alpin. Je suis content d'avoir pu réussir le coup aussi rapidement. Ça va beaucoup m'aider sur le plan émotif et au niveau de la confiance en vue des prochaines courses, et en vue des Jeux de Turin.»

Guay a réussi un chrono d'une minute 17,37 secondes lors de l'épreuve qui a été remportée par l'Autrichien Hannes Reichelt en 1 min 17,33 s.

Reichelt récoltait ainsi la première victoire de sa carrière, à l'issue d'une course qui a eu lieu

malgré des bourrasques de vent, la brume, la neige et une visibilité réduite.

Un autre Autrichien, Matthias Lanzinger, a pris la troisième place (1 min 17,49 s).

Hermann Maier, d'Autriche, a pris le huitième rang tandis que Bode Miller, vainqueur du classement général de la Coupe du monde de ski alpin, a été l'un des 17 skieurs à ne pas terminer l'épreuve.

Quant aux autres Canadiens, François Bourque a terminé 11^e en 1 min 18,55 s, et John Kucera, 27^e, en 1 min 19,68 s. Jeff Hume et

Manuel Osborne-Paradis n'ont pas complété le parcours.

Il s'agit de la deuxième médaille récoltée par Guay en Coupe du monde. Il avait aussi terminé au deuxième rang lors de la descente de Lake Louise en 2003.

Une semaine plus tard, Guay subissait une déchirure ligamentaire au genou gauche et devait s'absenter pour une période de neuf mois.

Parcours difficile

Contrairement à Reichelt, le septième skieur à prendre le départ hier, Guay a skié sur un par-

cours plus enneigé, lui qui a été le 17^e à dévaler la pente. Il ne pouvait voir que deux portes devant lui, a-t-il expliqué.

«C'était venteux là-haut. Il neigeait beaucoup et avec la poudrière, c'était encore plus difficile, a dit Guay. La visibilité était terrible, on ne pouvait pas voir les petites bosses et les ondulations. Il y avait un peu de brume et tout était un peu flou. Mais si tu attaques, les skis avancent à la même vitesse. Durant la descente, j'ai peut-être eu un peu de chance avec le vent, mais je me suis dit qu'il fallait que j'attaque dès le dé-

but. Alors je n'ai pas prêté attention au vent et à la visibilité.»

Guay a raconté que des skieurs avaient une attitude tellement négative face aux conditions qu'il a décidé de faire le contraire. «Je me suis dit que j'allais faire comme Mike Weir», a expliqué le skieur, en parlant du golfeur de la PGA. «Mike Weir préfère jouer quand il y a du vent parce que c'est un désavantage pour les autres. J'ai utilisé ça à mon avantage. Ça m'a motivé, j'ai visé le tout pour le tout et ça a fonctionné.»

Associated Press
Presse canadienne

EN BREF

Ivanisevic, simple remplaçant

Bratislava — Goran Ivanisevic n'a pas été titularisé hier dans l'équipe croate qui affrontera la Slovaquie en finale de la Coupe Davis ce week-end. L'ancien vainqueur de Wimbledon, âgé de 34 ans, sorti de sa retraite pour l'événement, n'a pas été nommé lors du tirage au sort des rencontres effectuées hier. Les deux pays disputent la finale de la Coupe Davis pour la première fois de leur histoire. Ivanisevic pourrait toutefois disputer un match en tant que remplaçant. Dans le premier simple aujourd'hui, le meilleur joueur croate, Ivan Ljubicic, affrontera le numéro 2 slovaque Karol Beck. Le Croate Mario Anic se mesurera ensuite à Dominik Hrbaty. — AP

De l'avance en danse

Osaka — Les champions canadiens Marie-France Dubreuil et Patrice Lauzon ont pris l'avance hier à l'issue des épreuves de danse imposées pour l'obtention du trophée NHK, à Osaka. Ils ont totalisé 36,41 points pour devancer les Bulgares Albena Denkova et Maxim Staviski, qui ont obtenu 35,10 points. Il s'agit d'un bon départ pour les deux patineurs d'autant plus que Dubreuil n'a eu ses patins que seulement cinq heures avant la compétition. Les Russes Jana Khokhlova et Sergei Novitski suivent au troisième rang tandis que les Canadiennes Chantal Lefebvre et Arseni Markov occupent la cinquième place. — AP

Sabres 3, Canadien 2

Des erreurs qui coûtent cher

FRANÇOIS LEMENU

Le Canadien n'arrive plus à l'emporter. Privé d'Alex Kovalev, Saku Koivu et Andrej Marok, le Canadien a pratiqué un jeu plus conservateur. La stratégie n'a pas fonctionné cependant, les Sabres de Buffalo l'emportant 3-2 en prolongation, hier soir, au Centre Bell, devant une autre salle comble de 21 273 spectateurs. C'était la 14^e fois en autant de rencontres que le Tricolore jouait à guichets fermés cette saison.

Le défenseur Brian Campbell a procuré la victoire aux Sabres en marquant à 2:15 de la prolongation. Il a profité d'une belle passe de Tim Connelly pour déjouer José Théodore.

Le trio de Michael Ryder, Mike Ribeiro et Pierre Dagenais avait ani-

mé jusque-là l'attaque du bleu-blanc-rouge. Ryder et Dagenais ont marqué un but chacun. Ryder a ajouté une aide et Ribeiro a mérité une passe. En tout, le trio a récolté quatre points. Connelly et Chris Drury ont été les autres marqueurs des Sabres.

Parce qu'il manquait de bons éléments de chaque côté, le Canadien et les Sabres ont eu tendance à fermer le jeu en première période. Ryder a quand même réussi son 11^e but à 8:06 à la suite d'un bel effort de Ribeiro. Le centre d'origine portugaise est parvenu à ravir la rondelle de Mike Grier pour aussitôt la relayer à Ryder, abandonné devant le filet des Sabres. L'attaquant natif de Terre-Neuve a battu Martin Biron d'un tir vif dans la lucarne.

Théodore a été mis à l'épreuve à 12 reprises. Il a été particulièrement solide devant Tim Connelly,

Maxim Afinogenov et Ales Kotalik. Dagenais a doublé l'avance du Tricolore à 3:53 de la deuxième en l'absence du défenseur des Sabres Henrik Tallinder. Ryder a bien reperé Dagenais dans l'enclave qui a aussitôt dégainé pour surprendre Biron d'un bon lancer. Une autre pénalité aux Sabres était annoncée au moment du but.

Connelly a fait 2-1 à 12:04 en faisant dévier un tir du défenseur Brian Campbell. Radek Bonk était au banc des pénalités. Jason Pominville, de Repentigny, a mérité une aide, lui qui disputait son premier match au Centre Bell.

En troisième, le Canadien a raté une belle occasion d'accroître son avance alors qu'il a pu attaquer à cinq contre trois pendant une minute et 29 secondes. Drury a finalement créé l'égalité à 15:45 du-

rant une autre supériorité numérique. Les Sabres ont complété leur remontée grâce au but de Campbell en prolongation.

Il y avait un profond sentiment de frustration dans la chambre du Canadien. Les joueurs avaient l'impression d'avoir échappé un point au classement face à un rival de la même division. C'était d'autant plus choquant que les Sabres l'ont emporté en prolongation après avoir comblé un déficit de deux buts. «On a travaillé fort et on a joué avec intensité, a commenté José Théodore. C'est jamais facile d'affronter les Sabres. C'est une bonne équipe. Mais cette défaite demeure très décevante. On n'était vraiment pas loin de gagner. On a même eu des chances en prolongation. Mais ce sont eux qui ont marqué.»

Presse canadienne

Jacques Villeneuve restera chez BMW Sauber

Londres — C'est maintenant officiel: Jacques Villeneuve restera chez BMW Sauber la saison prochaine. En dépit d'une année 2005 médiocre, l'équipe a annoncé hier que l'ancien champion du monde conserverait un volant aux côtés de l'Allemand Nick Heidfeld. Ce dernier pilotait pour Williams la saison dernière.

Pour le directeur de l'équipe, Mario Theissen, il ne fait aucun doute que Villeneuve rendra l'équipe BMW Sauber plus forte.

«Après une première partie d'année extrêmement difficile, qui a démontré que même un ancien champion du monde ne peut pas revenir après une longue absence et être compétitif dès le premier jour, il s'est vraiment approché des performances de son équipier en deuxième partie de saison», a-t-il estimé. «Il ne fait aucun doute qu'il rendra l'équipe BMW Sauber plus forte.»

Villeneuve, 34 ans, n'avait pas participé au championnat du monde de 2004. Il a fait son retour à la com-

petition en 2005 avec des résultats modestes, inscrivant neuf points en 19 courses, soit 124 points de moins que le champion du monde Fernando Alonso, chez Renault.

Le pilote québécois a remporté le championnat du monde en 1997 avec Williams, avant de rejoindre l'écurie BAR en 1999. Depuis ses débuts en F1, il a remporté 11 grands prix. «Entre 1999 et 2004, j'ai vécu les difficultés et les complexités inhérentes à l'implantation d'une nouvelle équipe, a révélé Vil-

leneuve. Mais je n'ai jamais eu peur de relever un défi.»

L'écurie Sauber a été achetée par BMW et disputera le championnat du monde 2006 sous le nom de BMW Sauber. Villeneuve entend tout faire pour contribuer aux succès de l'écurie BMW Sauber. Il participera aux essais de l'équipe qui débuteront à Jerez, en Espagne, le 8 décembre.

Associated Press
Presse canadienne

HOCKEY

ASSOCIATION DE L'EST

Section Nord-Est

	G	P	DPFBP	BCPTS
Ottawa	19	4	0	104 48 38
Toronto	15	9	3	93 86 33
Buffalo	16	9	1	86 82 33
Montréal	14	7	5	74 80 33
Boston	9	13	5	84 92 23

Section Atlantique

N.Y. Rangers	17	7	3	88 66 37
Philadelphie	15	6	3	98 82 33
New Jersey	12	10	2	78 79 26
N.Y. Islanders	12	12	1	79 88 25
Pittsburgh	7	13	6	75 108 20

Section Sud-Est

Caroline	16	7	1	85 74 33
Tampa Bay	14	10	3	84 81 31
Atlanta	10	13	3	91 98 23
Floride	8	14	4	62 83 20
Washington	8	15	2	70 103 18

ASSOCIATION DE L'OUEST

Section Centrale

Detroit	18	7	2	102 71 38
Nashville	16	4	3	67 58 35
Chicago	10	14	0	66 85 20
Columbus	7	19	0	48 93 14
St. Louis	5	15	3	62 90 13

Section Nord-Ouest

Vancouver	16	8	2	84 74 34
Calgary	15	9	3	66 68 33
Colorado	14	9	3	100 84 31
Edmonton	14	11	1	79 76 29
Minnesota	10	11	3	65 59 23

Section Pacifique

Dallas	16	7	1	83 68 33
Los Angeles	16	9	1	95 77 33
Phoenix	13	12	2	72 69 28
Anaheim	11	11	4	70 68 26
San Jose	8	12	4	63 83 20

Hier

Buffalo 3 Montréal 2 (P)				
Calgary	3	Detroit	2	
Toronto	4	Atlanta	0	
Boston	3	Ottawa	0	
Floride	3	Washington	2	
Nashville	2	Minnesota	1	
N.Y. Rangers	2	Pittsburgh	1	
St. Louis	4	Columbus	1	